

MEDIAS ET CITOYENS PARLONS-NOUS!



mediasetcitoyens.com

Synthèse du débat

Partenaires

bluenove
opening organizations:

20
minutes

laCROIX

EBRA

franceinfo:
radio . web . tv canal 27

rfi

FRANCE
24

MCD
مونت كارلو
الدولية

FRANCE
MÉDIAS
MONDE

france•tv

ouest
france

Le Parisien

radiofrance

TF1 LCI

LA VOIX
DU
NORD

Acteur technologique

Google
News Initiative

Sommaire

	Page
1. À propos de « Médias et citoyens »	3
2. Les 10 enseignements du débat	4
3. L'arbre des enjeux	5
4. Les 10 solutions priorisées par le vote	6
5. Zoom sur les 8 thématiques	7
6. Rêvons les médias en 2050 : histoires illustrées	23
7. Mots de conclusion	26
8. Les engagements des médias	27
9. 250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance	29

À propos de « Médias et citoyens »



Du 4 novembre 2019 au 3 février 2020, bluenove s'est associé à **11 partenaires médias** (20 Minutes, La Croix, le groupe EBRA, franceinfo, France Médias Monde, le groupe France Télévisions, Ouest France, le Parisien, le groupe Radio France, le groupe TF1 et La Voix du Nord) et **un partenaire technologique** (Google News Initiative) pour **lancer Médias et citoyens, une consultation** visant à **restaurer le lien de confiance entre journalistes et citoyens**.

Pendant **trois mois de discussions intenses**, citoyens et journalistes en France et à l'international ont débattu, réagi et argumenté sur **huit thématiques**, dont les fake news, l'éthique et l'indépendance des médias, ou encore le rôle des citoyens dans le traitement de l'information. Tout au long du débat, des **journalistes des médias partenaires** ont échangé avec les citoyens afin de répondre à leurs questions, les éclairer sur leurs attentes, via la plateforme en ligne mais également sur leurs antennes ainsi qu'à l'occasion d'ateliers présentiels.

Au total, le débat a réuni **32 500 visiteurs** et comptabilisé **13 200 contributions**. Dans cette synthèse, nous vous livrons une **analyse de ces discussions** jalonnée de **verbatim des contributeurs**. Enfin, pour rendre hommage à la richesse des échanges, nous avons également dressé **la liste exhaustive des solutions proposées par les citoyens** pour restaurer le lien de confiance à la fin du document. C'est à partir de cette liste que les médias partenaires du débat **ont pris des engagements concrets** (à retrouver en page 27) qu'ils **implémenteront dans leurs rédactions respectives**. Bonne lecture !

Notre méthodologie d'analyse

Pour synthétiser les 13 200 contributions publiées par les citoyens sur la plateforme, nous avons repéré et sélectionné l'ensemble des enjeux et des solutions concrètes qu'elles contiennent. Ce repérage a été assisté par trois intelligences artificielles : l'algorithme Cognito, l'outil IBM Watson et un algorithme bluenove de reconnaissance du langage naturel développé avec l'INRIA pour le repérage systématique des solutions concrètes.

Qui sommes-nous ?

Fondée en 2008, bluenove est une société de technologie et de conseil, leader en intelligence collective massive pour les organisations publiques et privées, et engagée activement dans la Civic Tech. bluenove accompagne les organisations dans le déploiement de démarches collaboratives à grande échelle, grâce à sa technologie pionnière Assembl. Assembl été labellisée par l'Etat français « plateforme officielle de consultation des administrations » et accueille le débat Médias et Citoyens. bluenove s'est notamment illustré récemment dans l'analyse des contributions libres du Grand Débat National, missionné en ce sens par le gouvernement (février-avril 2019).

Les 10 enseignements du débat

La dynamique du débat

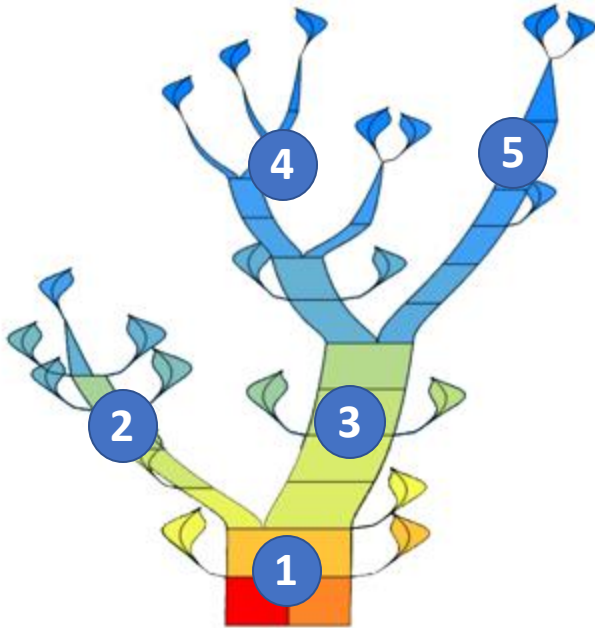
1. **De la critique aux idées.** Les toutes premières semaines du débat ont été l'occasion pour nombre de contributeurs d'exprimer de vives critiques à l'encontre des médias, expression d'un ressentiment accumulé. Progressivement, au fil des échanges, les propos sont devenus plus constructifs, des idées concrètes, souvent détaillées, ont émergé.
2. **Un large éventail des possibles.** Les discussions produisent une grande diversité de propositions (250 répertoriées), avec un faible niveau de redondance. Il s'agit d'un débat orienté solutions, traduisant un réel intérêt des citoyens pour faire évoluer la profession.
3. **Des sujets transversaux.** Certains sujets apparaissent comme majeurs aux yeux des contributeurs, qui les abordent de manière transversale, indépendamment du découpage thématique proposé : le sujet du respect des faits et de la vérité (lutte contre les fake news, journalisme neutre et objectif) est le plus traversant. Il fait consensus et est une condition jugée indispensable du renouveau des médias.
4. **Une densité de solutions très variable selon les thèmes.** Bien que 3^{ème} en nombre de contributions, la thématique des fake news est l'une de celles qui fait émerger le plus de propositions concrètes. A l'inverse, "Ma relation à l'info", "Les jeunes et l'info" ou "Quelle info à quel prix", génèrent moins de propositions car les solutions sont moins intuitives.
5. **Une mobilisation des jeunes insuffisante.** Peu de jeunes contributeurs se sont exprimés. Si c'est une difficulté habituelle pour toute consultation, cela traduit également un usage de la jeune génération en marge des médias généralistes "traditionnels", avec un tropisme fort sur les réseaux sociaux et une recherche permanente d'interactivité.

Des messages forts

6. **Le respect des faits et l'indépendance, socles de toutes les attentes.** La perception de carences dans ces deux domaines peut se heurter aux réalités défendues par les journalistes, mais elle est réelle et traduit un mot d'ordre : faire plus encore pour rassurer.
7. **Plus de fond et de temps.** Il ressort du débat une forte demande de profondeur, de contenus riches, pour permettre une meilleure compréhension des sujets dans toute leur complexité. Un souhait de ralentissement dans le rythme de l'info s'exprime clairement (*slow journalism*), qui laisse le temps de s'approprier les contenus.
8. **Une info plus locale, assortie d'un pouvoir d'agir.** S'exprime également un besoin d'ancrage local de l'information, qui donnerait davantage la parole aux citoyens concernés et mettrait en lumière des solutions de terrain. Dans cette vision, les médias deviennent tisseurs de liens et permettent à leurs publics de s'engager auprès d'acteurs locaux dans des actions d'intérêt général.
9. **Neutralité des médias : 2 visions s'opposent.** D'un côté, les tenants de la neutralité demandent plus d'objectivité dans le traitement de l'information et une distinction claire entre info factuelle et analyses éditoriales. De l'autre, les défenseurs du pluralisme considèrent que la neutralité est un vœu pieux et que c'est sur la diversité des points de vue qu'il faut bâtir.
10. **Une information co-produite avec les citoyens :** Les citoyens jouent un rôle important dans le fonctionnement des médias en 2050 tel qu'imaginés par les contributeurs : beaucoup de scénarios fictionnels proposés imaginent des médias participatifs, gérés avec des citoyens devenus co-producteurs de l'info.

L'arbre des enjeux

L'arbre ci-dessous est bâti sur les **partages d'enjeux exprimés** (co-occurrences d'enjeux) par les contributeurs dans leurs messages. Chaque segment de l'arbre représente un enjeu. Les plus partagés sont à la base de l'arbre (tronc), les moins partagés à l'extrémité des branches. Chaque enjeu est « le fruit de la sève qui le nourrit » : il est corrélé aux enjeux qui le relient à la base de l'arbre. L'arbre révèle ainsi les **consensus (tronc commun)** et les **clivages (branches)** dans le débat.



1 Au cœur de toutes les attentes : les faits et la vérité

- Améliorer le traitement de l'info
- Lutter contre les fake news
- Revenir aux faits
- Garantir l'indépendance des médias
- Développer l'éducation aux médias

2 Les défenseurs d'une info juste, neutre, indépendante et positive

- Améliorer la vérification de l'information, le fact-checking
- Améliorer la qualité de l'info
- Défendre la vérité
- Garantir la neutralité de l'information
- Sortir de la course à l'audience
- Réformer les médias d'info continu
- Développer l'information positive
- Respecter la Charte de Munich
- Lutter contre l'information orientée, partisane
- Réduire le pouvoir de la publicité
- Revoir le financement par l'impôt

3 Les défenseurs d'une éthique renforcée des médias

- Lutter contre l'obsession du scoop, du buzz et du sensationnalisme
- Développer l'éthique et la déontologie des médias
- Améliorer la vérification des sources
- Questionner la responsabilité des réseaux sociaux
- Retrouver la confiance en l'information
- Lutter contre la manipulation
- Renforcer l'expertise

4 Une mouvance idéaliste centrée sur les principes

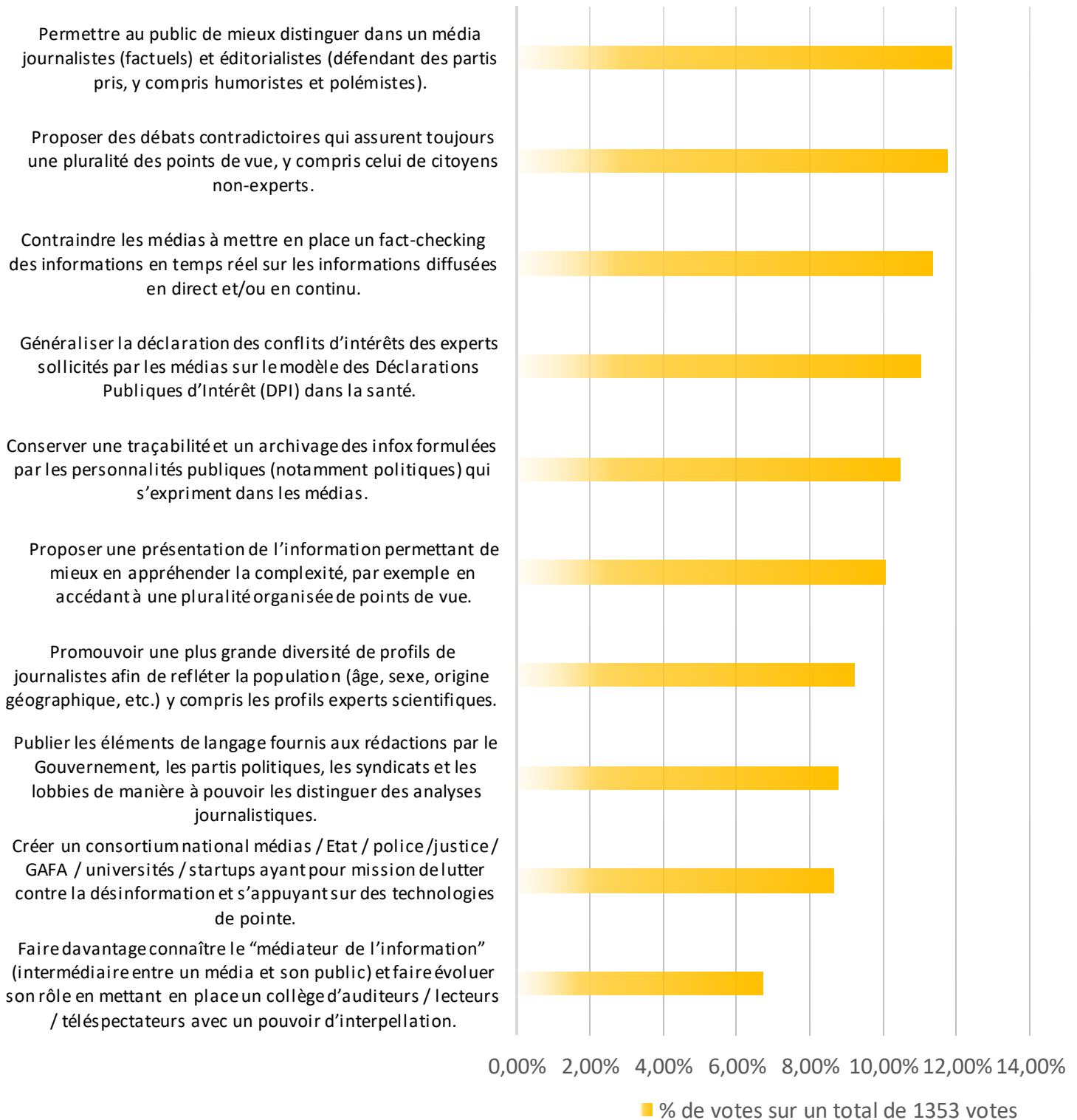
- Reconnaître la responsabilité des médias mainstream
- Libérer les médias des influences financières
- Lutter contre la propagande
- Garantir le pluralisme de l'information
- Développer la diversité des points de vue et des opinions
- Dénoncer les mensonges
- Éviter les partis-pris
- Lutter contre la partialité
- Lutter contre les pressions sur les médias
- Garantir l'objectivité

5 Une mouvance pragmatique centrée sur le mode opératoire

- Améliorer la formation des journalistes
- Renforcer la rigueur, l'honnêteté intellectuelle des journalistes
- S'appuyer davantage sur la science
- Renforcer la crédibilité des médias
- Développer le débat contradictoire
- Lutter contre les biais d'information
- Permettre d'appréhender la complexité
- Développer le journalisme d'investigation
- Améliorer la fiabilité de l'information
- Arrêter de propager la peur
- Limiter les sondages
- Lutter contre la désinformation
- Développer une prise de conscience
- Lutter contre le racisme et les discriminations
- Adapter les formats aux attentes des citoyens
- Améliorer le décryptage de l'information
- Communiquer sur l'urgence climatique
- Mettre les médias au service du peuple, et non des élites

Les 10 solutions priorisées par le vote

Pendant dix jours, 20 propositions citoyennes issues du débat ont été soumises au vote. Voici les 10 qui ont été priorisées !



Thématique Ma relation à l'info

1^{ère} position en nombre de contributions

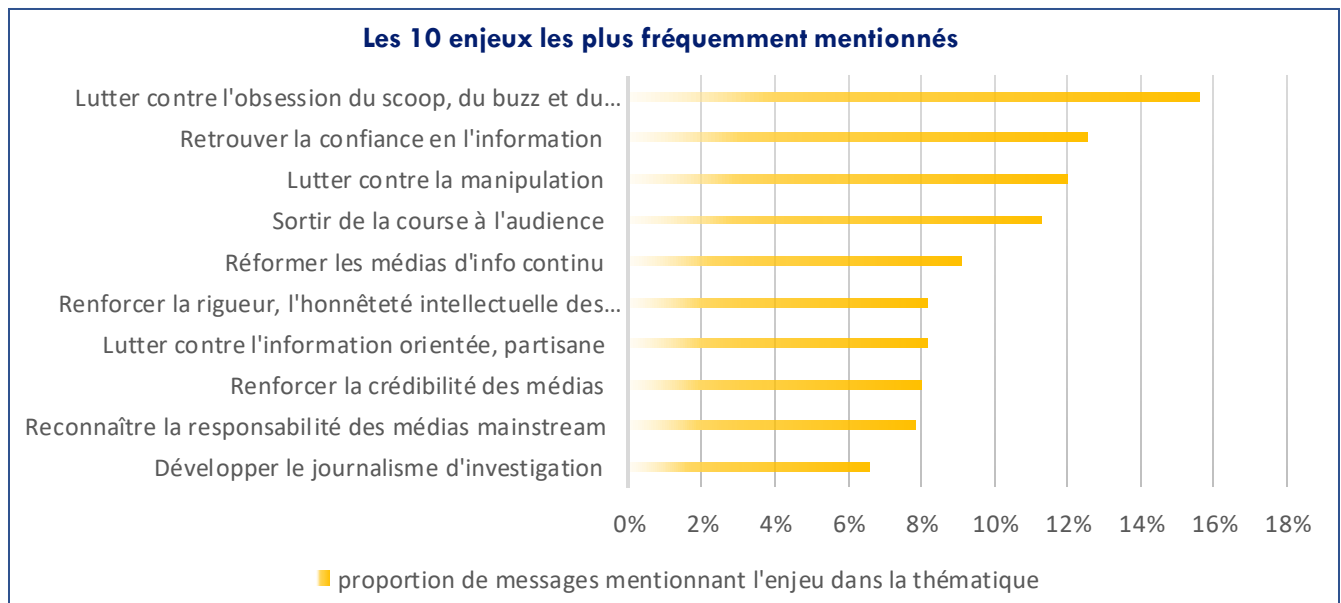
Parmi les différentes sous-thématiques proposées, "la personnalisation de l'info" et "une info qui reflète mes préoccupations" ont suscité le plus d'intérêt et de solutions opératoires. La question du rôle du citoyen dans la fabrique de l'info est reçue favorablement mais ses modalités concrètes de mise en œuvre sont peu discutées.

La thématique recense une soixantaine de propositions concrètes.

Problématiques et enjeux

Les contributeurs dénoncent principalement :

- l'obsession du buzz et du scoop et la perte de confiance en l'information (les deux enjeux socles du consensus entre les contributeurs pour cette thématique)
- le traitement médiatique de la crise des gilets jaunes ;
- une information orientée politiquement, perçue comme une tentative de manipulation de l'opinion publique ;
- la présence envahissante des éditorialistes, chroniqueurs, donnant une part trop importante à leurs opinions ;
- les effets négatifs de l'information en continu tirant vers le bas la qualité de l'offre globale d'information ;
- le caractère trop souvent anxiogène des informations ;
- le manque de diversité dans les profils des journalistes, l'entre-soi et le parisianisme ;
- et plus globalement, le manque de fond, d'analyses... qui en résulte.



Les avis sont partagés quant aux bénéfices de la personnalisation de l'information.

*"La personnalisation de l'info est très pratique dans la mesure où elle me donne accès à des infos traitant de sujets que j'apprécie (les requins, le foot...) sans avoir à les rechercher. C'est un gain de temps." **Sulfixx***

*"Si l'information va me brosser dans le sens du poil, je n'y vois pas bien l'intérêt. L'information doit amener la réflexion et la recherche." **Antoine B.***

“Je ne veux pas m’abonner à de multiples applications, je n’en veux qu’une seule dans laquelle il y aurait des journaux que j’ai sélectionnés ou des suggestions.” Catherine V.

“Pour le journalisme d’investigation, nous pourrions envisager de procéder à du journalisme participatif. Lancer des appels à candidature de témoignage sur des sujets/thématiques.” Stef44

Solutions concrètes

Quatre catégories de solutions concrètes se dessinent : de nouveaux formats, de nouveaux modes de personnalisation de l’info, de nouveaux rôles proactifs du citoyen dans la production de l’info et un réalignement de l’information sur les préoccupations clés des citoyens.

- **Nouveaux formats** : on voit principalement émerger des demandes relatives au **temps long** (*slow journalism*) et à la **variété des formats** de restitution d’une information (traitement court, moyen, approfondi). On note un appel à **plus d’interactivité** et à **des synthèses régulières** permettant de restituer une information dans son déroulé général.
- **Personnalisation et interfaces** : les participants font référence à la notion de **plateformes d’agrégation** de contenus issues de différents médias. Les atouts et limites de l’info à la carte ont également fait l’objet de nombreux arguments. Cette possibilité devrait être limitée, de manière à **protéger l’utilisateur contre l’enfermement intellectuel**.
- **Rôle du citoyen** dans la production de l’info : les propositions sont variées. **"Push" de témoignages et de propositions de sujets** vers les médias, recours plus systématique à **l’expertise citoyenne**, sélection de points de vue citoyens plus pertinente (équilibrée, non caricaturale...), invitation de **"citoyens lambda"** à participer à des débats pour connecter les discussions au « réel des Français », etc.
- Enfin, pour disposer d’une information plus conforme à leurs préoccupations, les participants privilégient **une info moins parisienne**, plus **locale**, **moins effrénée**, plus **positive**, plus **approfondie**, donnant du **pouvoir d’agir**... et qui leur permette de **mieux appréhender la complexité** des grands sujets de société.

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE



Créer une plateforme Web commune à plusieurs médias sur laquelle des citoyens pourraient soumettre leurs sujets à un consortium de journalistes, avec la garantie d’une réponse.



Proposer une solution d’agrégation permettant d’accéder à l’information à partir de contenus issus de médias multiples.



Proposer une présentation de l’information permettant d’acquérir une compréhension globale d’un sujet traité dans l’actualité afin de mieux en appréhender la complexité, par exemple en accédant à une pluralité organisée de points de vue.



Combiner dans les médias des infos personnalisées (accessibles dans une rubrique dédiée) avec des contenus “aléatoires” de manière à protéger le “consommateur d’info” d’un enfermement intellectuel.



Donner des moyens d’action et d’engagement au public (ex : comment aider telle population victime d’une catastrophe, comment participer à des projets associatifs locaux, etc.).

Thématique Éthique des médias

2^{ème} position en nombre de contributions

De nombreuses contributions de cette thématique, notamment dans les premières semaines de la consultation, traduisent une critique sévère des médias quant à l'application stricte de la Charte de Munich (déclaration des devoirs et des droits des journalistes signée en 1971).

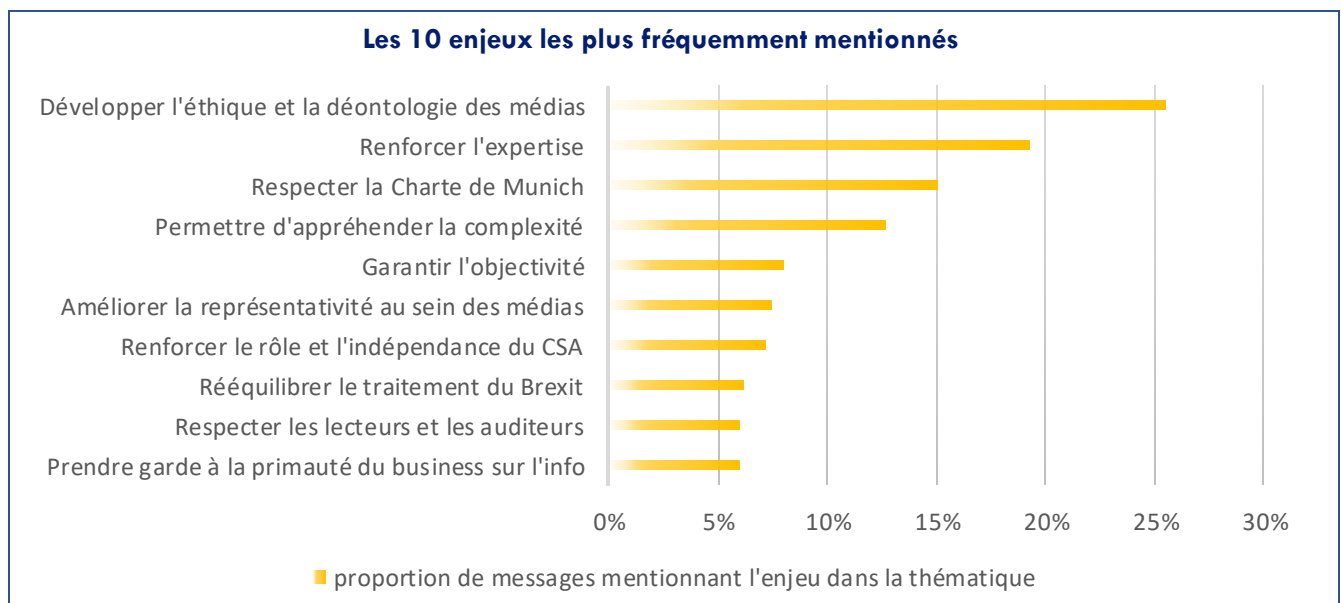
Une trentaine de propositions ont été formulées.

Problématiques et enjeux

Dans cette thématique, les participants adressent **4 principales critiques** aux médias :

- leur **manque d'indépendance** vis-à-vis des "quelques milliardaires détenant la grande majorité des médias" mais aussi des annonceurs (pression des recettes publicitaires) et du gouvernement.
- leurs **partis pris forts** qui les amèneraient à traiter l'information de manière partielle, orientée, du fait de leur manque d'indépendance ou au gré des opinions personnelles des journalistes.
- un entre-soi et un parisianisme conduisant à un **manque de représentativité** de la population et de ses préoccupations réelles, notamment à l'échelon local.
- le **manque de fond** de leurs contenus (analyse, débats contradictoires...).

Ce diagnostic sombre n'emporte toutefois pas l'adhésion de tous les participants, plusieurs défendant les qualités de tels ou tels médias, programmes, animateurs, etc.



Un désaccord est apparu dans les échanges à propos de la création d'un conseil de déontologie des médias.

"Un organisme de défense de la déontologie journalistique reste à créer. Celui-ci sera indépendant des journalistes (on ne peut pas être juge et partie)." Patrique

"Créer une instance sur la "profession" de journaliste, précisément à l'heure de l'information continue non vérifiée, ne permettrait pas au téléspectateur de vérifier la véracité des sources." Vincent G.

*“La charte de Munich existe et est totalement ignorée par l'ensemble des médias français aujourd'hui. Conséquence : je regarde plus l'actualité anglaise, belge ou allemande que l'actualité française, toujours partisane et ne donnant aucune information autre que celle voulue par l'Etat. La presse est sensée être un contre-pouvoir. Elle ne l'est plus du tout en France !” **Dugru***

*“Les médias de presse sont nés à la révolution française. Ils font partie d'un système qui est lui-même en pleine mutation. Les médias à mon sens se doivent d'évoluer vers un travail plus en réseau. Cette évolution vers des systèmes en co-construction et donc en gouvernance partagée, avec les parties prenantes, serait une belle renaissance des médias.” **Pierre M.***

Solutions concrètes

Les solutions ou pistes d'actions proposées s'articulent autour 4 grandes catégories :

- Le développement de **nouvelles pratiques journalistiques** : des sujets techniques sont évoqués, comme le **titrage des articles**, le **montage des interviews** ou l'explicitation des méthodes de sondages. Plusieurs pistes sont également suggérées pour **rendre compte de la complexité d'un sujet** telles qu'un avertissement visuel sur le caractère complexe d'une info, la vulgarisation de rapports d'expertise ou la représentation synthétique des causes et conséquences. La transparence sur le choix des experts est également un sujet d'attention.
- **L'implication directe des citoyens** : au travers de la mise en place d'un **système de notation** (“rating”) du travail des journalistes par les lecteurs / auditeurs / téléspectateurs (modèle des praticiens de la santé), la généralisation de la **modération participative** en permettant à l'internaute d'activer le signalement d'un abus ou d'une erreur ou des **panels citoyens** d'interpellation tirés au sort.
- Le **renforcement des compétences** au travers de deux axes clés : la **formation** en école de journalisme à l'éthique et à la déontologie et la **diversification des profils de journalistes** en rééquilibrant les recrutements au profit des filières scientifiques, techniques, sociales (histoire, géographie, sociologie, ethnographie...) et managériales.
- La mise en place d'une **gouvernance très renforcée** : au premier rang figurant le plus grand **respect de la Charte de Munich**. Mais une pluralité de mécanismes sont suggérés, notamment : **les déclarations de conflits d'intérêt**, l'accélération de la mise en place du **conseil de déontologie** journalistique et de médiation ou le renforcement de l'indépendance et des moyens du **CSA**. Des concepts novateurs et polémiques émergent enfin, comme le "droit de ne pas informer" ou des "déclarations publiques d'orientation politique" émanant de journalistes.

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE



Populariser le “médiateur de l'information” (intermédiaire entre un média et son public) et faire évoluer son rôle grâce à la mise en place d'un collège d'auditeurs / lecteurs / téléspectateurs doté du pouvoir d'interpellation.



Généraliser la déclaration des conflits d'intérêts des experts sollicités par les médias sur le modèle des Déclarations Publiques d'Intérêt (DPI) dans le domaine de la santé.



Généraliser l'usage des avertissements au public des médias audiovisuels sous la forme de notifications ou de bandeaux déroulants durant les couvertures éditoriales précisant que les propos tenus reflètent une opinion personnelle.



Proposer des débats contradictoires qui assurent toujours une pluralité des points de vue, y compris celui de citoyens non-experts.



Diversifier les profils de journalistes en rééquilibrant les recrutements au profit des filières scientifiques, techniques, sociales (histoire, géographie, sociologie, ethnographie...) et managériales.

Thématique Éthique des médias

2^{ème} position en nombre de contributions

Dès le lancement du débat, le respect de la Charte de Munich est apparu comme un sujet clé. Nous avons de ce fait invité les participants à indiquer quels étaient les principes de cette charte qui leur paraissaient les plus essentiels à réaffirmer aujourd'hui. Voici le résultat des votes :



Thématique Fake news

3^{ème} position en nombre de contributions

Cette thématique est l'une de celles suscitant le plus de propositions concrètes : une soixantaine de pistes de solutions ont été recensées. Le terme "fake news" (ou "infox") a été appréhendé par de nombreux participants dans un sens élargi incluant les approximations, erreurs et propos mensongers que peuvent relayer les médias, ainsi que le traitement partial de l'info par certains journalistes.

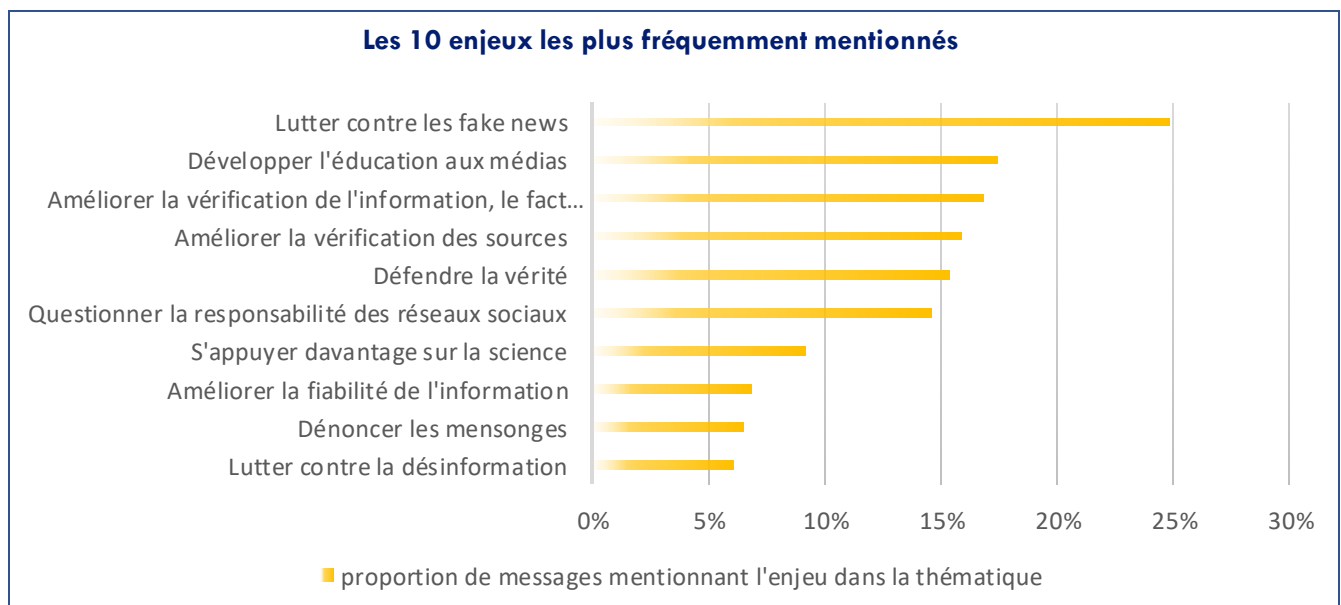
Problématiques et enjeux

Les contributeurs attendent des médias **un niveau de vérification beaucoup plus exigeant** des informations qu'ils diffusent. Le cas Dupont de Lignon a été mentionné de nombreuses fois comme symptomatique du problème perçu.

Ils déplorent les **"petits arrangements avec la réalité"** dont peuvent faire preuve les invités (chiffres arrangés, propos déformés, argumentation biaisée...). Ils souhaitent que les médias se donnent les moyens d'une vigilance en temps réel, particulièrement dans le cadre des journaux télévisés et sur les propos des personnalités politiques. Et qu'ils gèrent mieux les sujets complexes, tels que la réforme des retraites, la santé, l'environnement.

Ils dénoncent le **parti pris des journalistes** qui nuirait à la neutralité dans la présentation des informations. Ils l'attribuent en premier lieu au manque d'indépendance des médias mais également à une place grandissante accordée aux éditorialistes et commentateurs de l'actualité. Ils s'interrogent sur la tolérance du CSA.

De nombreux messages soulignent la part de **responsabilité des citoyens dans la diffusion des infox**. Les participants attendent des médias et de l'Education nationale une prise en compte accrue de cette problématique.



Il y a désaccord sur le rôle que pourraient jouer **les plateformes de réseaux sociaux**.

*Je pense que la multiplication des "fake news" pourrait être limitée avec un contrôle renforcé lors des publications, notamment sur les réseaux sociaux! **Pascal D.***

*Tout contrôle renforcé n'amène que censure pour des intérêts particuliers. Nous ne pouvons faire confiance qu'en nous-mêmes et recevoir toute information comme fausse en attente de confirmation. **Pascal***

“Les différents acteurs de l'information pourraient constituer un pôle dédié à la lutte contre la fausse information.”
Philippe C.






“Il faudrait trouver le moyen de maintenir vivant le contenu d'un détricotage de fake news dans le temps.” **J_Cash**

Solutions concrètes

Au regard des différentes problématiques identifiées, les participants proposent une soixantaine de pistes d'action et de solutions réparties en 8 axes :

- **Transparence** : il s'agit notamment de normaliser la définition des fake news, de rendre obligatoire la traçabilité des sources (sans contraindre à leur divulgation et en protégeant les lanceurs d'alertes), de proposer des codifications de la fiabilité des sources, etc.
- **Mutualisation** : un appel est lancé pour l'émergence de consortiums nationaux ou européens dépassant le cadre des médias (police, GAFA, universités, etc.) afin de lutter contre la désinformation.
- **Réputation** : l'emphasis est mise sur la réputation des experts sollicités par les médias et sur la professionnalisation et la transparence de leur sourcing. Un archivage systématique de l'historique d'infox des personnalités publiques et politiques est également suggéré pour lutter contre l'oubli.
- **Nouvelles pratiques** : la résolution des biais cognitifs fédère plusieurs propositions, notamment dans la compréhension des sondages. Des propositions sont faites sur une priorisation du décryptage des infox sur des informations aux conséquences systémiques graves. La baisse du rythme de publication journalière des articles est également préconisée.
- **Réglementation** : émerge la notion de délit informationnel (passible d'amende et de surveillance) appliquée aux internautes "délinquants" d'une part et aux plateformes qui hébergent leurs contenus partagés d'autre part. Sont également évoqués les jugements en référé pour faire cesser une diffusion massive.
- **Accès à l'info** : la question centrale du rôle des moteurs de recherche dans le référencement privilégié des décryptages de fake news est posée. La piste polémique de l'interdiction de l'anonymat sur certains sites ayant un "passif" réémerge.
- **Technologie** : outre les notifications d'infox en temps réel, c'est la certification authentifiant l'origine de l'information grâce à des outils de type Blockchain qui est au cœur des propositions.
- **Education** : sensibilisation des jeunes à l'analyse critique de l'info, formation des enseignants, tests "fake news" de l'OCDE, codes de bonne conduite du grand public face à une information douteuse, sont autant de pistes favorisées.

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE

-  Contraindre les médias à mettre en place un fact-checking des informations en temps réel sur les informations diffusées en direct et/ou en continu.
-  Créer à l'échelle nationale un consortium médias / Etat / police / justice / GAFA / universités / startups ayant pour mission de lutter contre la désinformation et s'appuyant sur les avancées technologiques de pointe pour y arriver.
-  Donner un pouvoir d'alerte aux publics (vigilance participative) en facilitant le signalement d'une infox ou d'une erreur (ex : via un bouton "signaler une erreur" permettant de contacter le journaliste)
-  Conserver une traçabilité et un archivage des infox formulées par les personnalités publiques (notamment politiques) qui s'expriment dans les médias.
-  Pousser sur les moteurs de recherche les sites de décryptage des infox afin de faire remonter leur référencement.

Thématique Médias & société

4^{ème} position en nombre de contributions

La participation à la thématique "Quel rôle des médias dans la société" démontre le vif intérêt du sujet pour le grand public : 4^{ème} thème en nombre de contributions, mais 1^{er} en nombre de contributeurs. Les citoyens y donnent de nombreux exemples concrets d'émissions ne répondant pas à leurs espérances tout en invitant les médias à prendre des engagements pour les améliorer, notamment en termes d'objectivité et de neutralité. Par ailleurs, en complément d'une information plus "positive", les contributeurs se penchent tout particulièrement sur le journalisme participatif et ses vertus.

Une trentaine de solutions concrètes sont proposées. Certaines se rapprochent des solutions proposées dans la thématique « Ma relation à l'info ».

Problématiques et enjeux

Parmi les rôles attendus des médias, celui d'une **information sans parti pris, moins biaisée et plus objective**. Les citoyens souhaiteraient que **l'information factuelle soit dissociée du journalisme d'opinions**, notamment celles des éditorialistes, commentateurs et polémistes. Cependant, cet idéal de neutralité est remis en question par certains citoyens qui lui préfèrent **une subjectivité assumée avec transparence et sincérité**.

La presse doit jouer un rôle dans la démocratie (...), s'engager dans la défense de tel ou tel sujet.

Didier G.

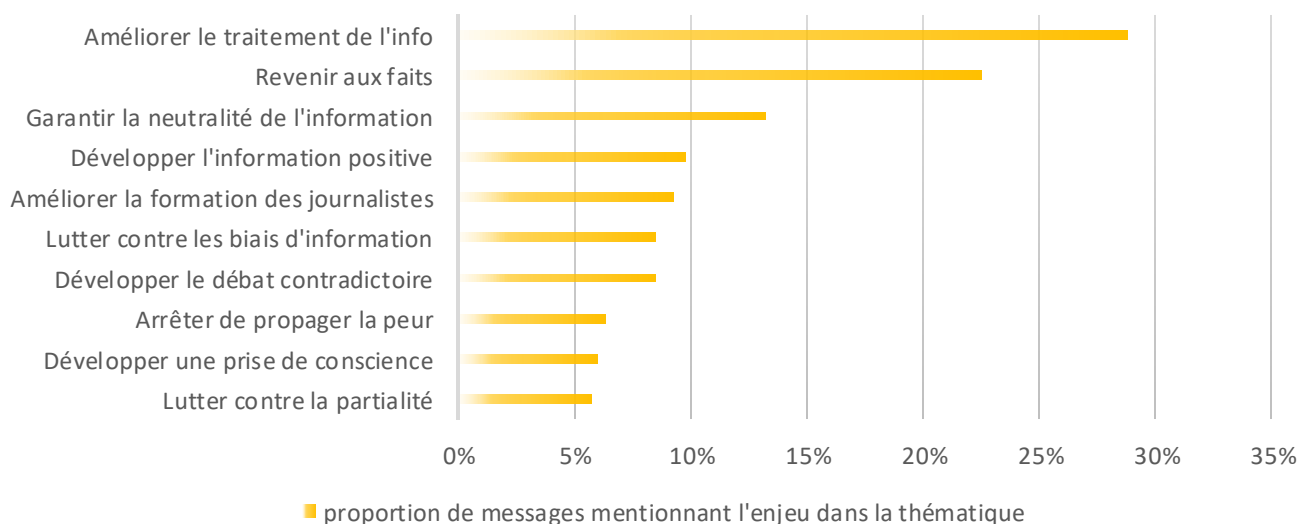
Mes attentes en matière de médias (...) ne sont pas l'engagement, mais plutôt la neutralité et la rigueur dans le traitement des informations.

Florence H.

Le souhait d'une **information vérifiée, si possible en temps réel**, est récurrent dans de nombreux messages. Abondé par une demande de **contenus plus approfondis, plus interactifs, riches en analyses et en points de vue contradictoires...** qui tous concourent à l'émancipation du citoyen.

Enfin, les citoyens aimeraient que les médias favorisent le **vivre-ensemble**, notamment à travers un journalisme positif qui les met en lien avec les initiatives et les solutions existantes au niveau local. Parmi les causes prioritaires sur lesquels les médias devraient communiquer largement : l'urgence climatique.

Les 10 enjeux les plus fréquemment mentionnés



“Les médias doivent redéfinir leur rôle de quatrième pouvoir. Ils doivent avoir un rôle d'éclaireur, de vigie notamment sur les enjeux de société.” **La Cabrik**

“Proposer sur les sites des médias des serious games, des vidéos, des tests pour évaluer sa compréhension d'un sujet, et ce en lien avec les émissions.” **Catherine V.**

Solutions concrètes

Le constat est sans appel : les citoyens veulent, avant toute chose, une **information neutre et participative**. Les propositions se structurent également autour de 3 catégories :

- **Une prise sur le local** : valorisation de la créativité citoyenne, davantage de couverture des événements en province, une porte ouverte vers l'engagement citoyen auprès des acteurs de la société civile en régions.
- **Un journalisme plus participatif** : ouvrir les rédactions aux sujets identifiés par les citoyens en trouvant les bons formats de remontées de suggestions, susciter un dialogue plus riche entre contenus journalistiques et contenus "profanes" etc.
- **Un journalisme positif** : vers des contenus orientés sur les "solutions qui fonctionnent", un respect d'une forme de parité entre information anxiogène (problèmes urgents) et information de solution (médias "constructifs"), et un engagement citoyen des médias pour des causes sociétales.

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE



Créer une plateforme Web commune à plusieurs médias sur laquelle des citoyens pourraient soumettre leurs sujets à un consortium de journalistes, avec la garantie d'une réponse.



Éveiller les consciences sur la crise climatique, l'énergie et la biodiversité sans dogmatisme aucun.



Rééquilibrer la couverture médiatique au profit d'une information décentralisée produite en régions



À chaque information anxiogène délivrée, ajouter (lorsque c'est possible) son pendant optimiste et/ou constructif.



Faire une pédagogie continue dans les médias sur les biais cognitifs qui peuvent induire en erreur dans l'appréhension de l'information.

Thématique Indépendance

5^{ème} position en nombre de contributions

Une image générale de manque d'indépendance des médias se dégage de nombreux échanges dans le débat. La proximité avec le politique est perçue comme le premier facteur de fragilité, d'où la concentration des échanges sur une stricte séparation entre médias et sphère politique. Un second consensus s'exprime sur le manque d'indépendance économique, objet d'incompréhension de la plupart des participants s'exprimant sur le sujet. Des préconisations en matière de gouvernance et de transparence sont émises. Pour nombre de contributeurs, la meilleure manière d'assurer l'indépendance passe par une évolution drastique des pratiques journalistiques au quotidien.

Les discussions font émerger 40 propositions.

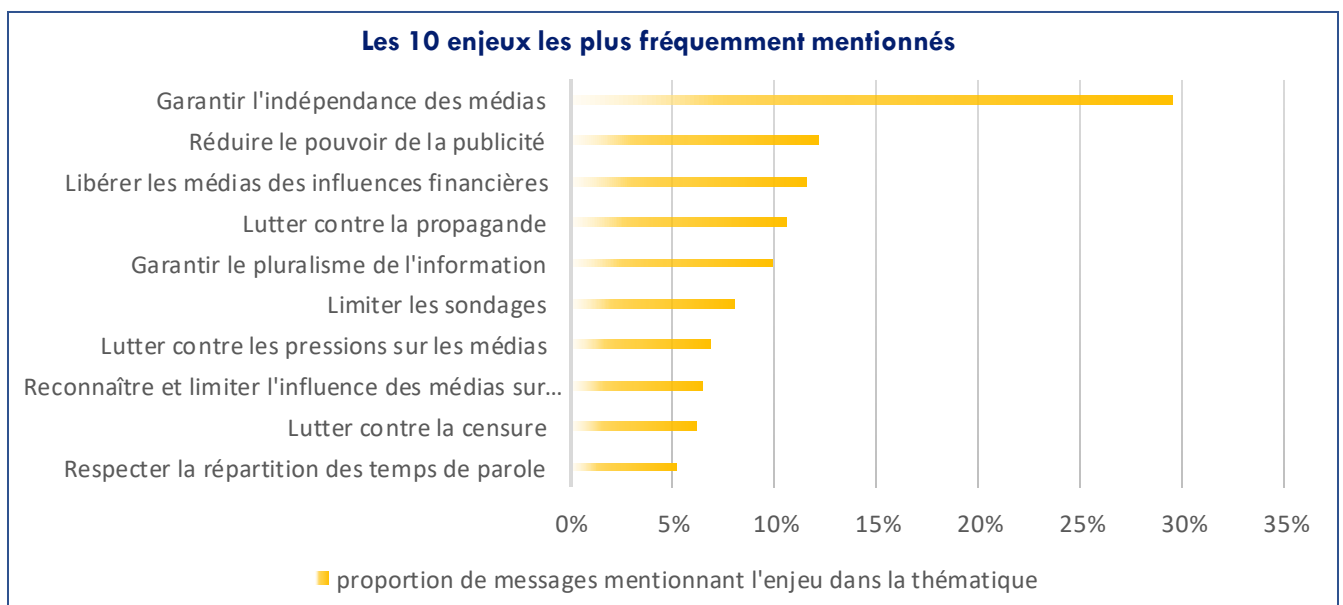
Problématiques et enjeux

Les contributeurs dénoncent massivement les liens de subordination des rédactions aux grands patrons d'industries propriétaires de multiples médias, au Gouvernement et au monde politique ainsi que, dans une moindre mesure, aux annonceurs.

Ils en décrivent les conséquences directes et indirectes :

- le traitement orienté de certains sujets de société dans les médias ;
- un traitement partial des grandes crises sociales (ex : mouvement des gilets jaunes et violences policières, grèves contre la réforme des retraites...) qui informerait mal et attiserait les haines ;
- une stérilisation du débat public entretenant la pensée unique ;
- un impact sur les différentes élections (idée très largement partagée dans le débat).

On note une méfiance à l'égard des sondages exprimée par un sous-groupe de participants qui se focalisent exclusivement sur cette question.



Un désaccord apparaît concernant l'impact des financements publics sur la liberté éditoriale des médias.

“Le moins mauvais système serait probablement un financement public, sur la base de critères objectifs, et contrôlé par une haute autorité indépendante des milieux politiques et économiques.” **Alain B.**

“C'est bien l'Etat qui choisit à qui donner les subventions et surtout combien. Donc les médias sont pieds et poings liés vis-à-vis du pouvoir politique. Il faut arrêter les aides publiques et avoir une vraie presse indépendante de l'Etat !” **Hackoris**

*“Les médias doivent se doter d'un nouveau cadre juridique, cédant leur capital à des coopératives de salariés (cession de 100% du capital).” **Max D.***

Solutions concrètes

Les propositions s'organisent autour de 5 grandes catégories :

- **Statuts, forme juridique et financement :** il s'agit avant tout de promouvoir de nouvelles formes juridiques et de gouvernance pour les médias de type société de média à but non lucratif, détention du capital par une association à but non lucratif, coopérative de salariés et de journalistes à 100% du capital, appel public à l'épargne, etc. Les questions de la raison d'être (loi Pacte), de son inscription dans les statuts, des certifications B-Corp sont également évoquées.
- **Pratiques de transparence :** le sujet de la révision des temps d'antenne des petits partis politiques en dehors des périodes électorales a polarisé une partie des échanges. Les orientations politiques des médias privés doivent être davantage affichées. Un meilleur respect de la pluralité des tendances politiques des médias publics fait consensus.
- **Séparation de la vie politique :** outre l'interdiction pour un journaliste de média public de cumuler une fonction d'élu, la focale est mise sur une multitude de pratiques à revoir ou à renforcer : neutralité des journalistes "stars", transparence des éléments de langage communiqués par le politique, refus des passe-droits par les journalistes, etc.
- **Présentation de l'information :** une quinzaine de propositions émergent, dont le respect de la complexité et d'une vision holistique des sujets, la transparence sur les méthodes sondagières, la transparence sur les conditions de préparation des interviews politiques, et le renforcement d'un ton plus "inquisiteur", moins conciliant de la part des journalistes.
- **Représentativité :** l'indépendance politique doit être préservée via une plus grande diversité des profils de journalistes, des points de vue internationaux (modèle Euronews), une décentralisation accrue et une part de voix plus forte de la société civile.

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE

- 💡 Limiter par la loi la concentration capitaliste dans le secteur privé et fixer des règles de gouvernance réduisant les droits des actionnaires non salariés.
- 💡 Créer un nouveau statut de « société de média à but non lucratif », intermédiaire entre le statut de fondation et celui de société par actions, pour des médias indépendants des actionnaires extérieurs, des annonceurs et des pouvoirs publics.
- 💡 Interdire aux journalistes en fonction dans un média public de cumuler une fonction d'élu
- 💡 Mieux afficher les orientations politiques des médias privés, car celles-ci sont légitimes dès lors qu'elles sont assumées
- 💡 Promouvoir l'adoption par les médias publics et privés de statuts ou certifications responsables de type Certification B-Corp ou Entreprise à Mission

Thématique Quelle info à quel prix ?

6^{ème} position en nombre de contributions

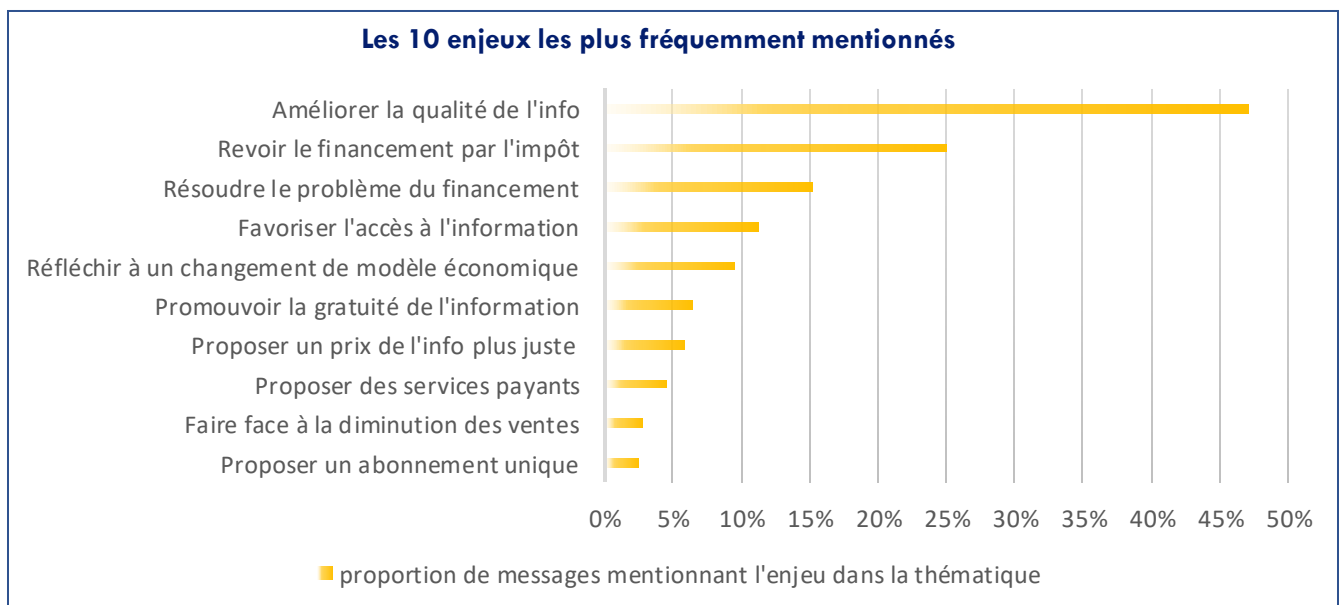
Le sujet du financement de l'information a moins mobilisé les citoyens que les autres thématiques du débat du fait de la complexité des solutions innovantes à apporter. Les discussions gravitent autour de l'énoncé suivant : qu'est-ce qui justifie que le traitement de l'information soit payant et comment le financer différemment ? Les débats mettent d'abord en avant la distinction entre l'information brute (souhaitée gratuite, étant considérée comme un bien commun) et son traitement (qui a objectivement un coût). Sur ce point, un consensus se dégage : le coût de traitement de l'information doit se justifier par la valeur ajoutée produite. Les modes alternatifs de financement sont en revanche peu abordés.

On dénombre 11 propositions dans ce thème.

Problématiques et enjeux

Deux principaux enjeux émergent au sein de cette thématique. Le **premier** est le **prix de l'information**. Alors que de nombreuses discussions réaffirment l'importance d'une information gratuite et accessible, d'autres listent les **contenus/formats qualitatifs** pour lesquels les citoyens seraient prêts à payer davantage, tout en précisant les conditions.

Le **second enjeu** concerne les sources de financement alternatives des médias : les citoyens proposent plusieurs idées pour financer les médias différemment. Parmi les idées les plus débattues : la refonte du financement par l'impôt, la taxe GAFA, l'abonnement unique à plusieurs médias. De nombreux citoyens invitent les médias à changer radicalement de modèle économique pour s'émanciper des publicitaires. Selon eux, Médiapart est un exemple à suivre.



Oui la bonne info coûte cher, comme les bons produits (...). Payer pour avoir accès à un média c'est aussi reconnaître que l'information a un prix. On a l'info qu'on mérite. **Marie J.**

Est-ce pour autant au lecteur de payer ? En faisant cela, on risque de marginaliser (...) les classes inférieures dont on déplore pourtant qu'elles ne s'abreuvent que d'une information (...) prise à l'emporte-pièce. **LéoZ26**






“La question du financement des médias suppose qu'au préalable, on fasse la distinction entre médias et information. Les médias sont un produit marchand. L'information n'a pas de valeur marchande. Pour paraphraser une formule connue, l'information a un coût mais n'a pas de prix.” **Participant anonyme**

Solutions concrètes

Les propositions évoquées se répartissent dans les 4 catégories suivantes :

- **La mutualisation :** il s'agit notamment de faire participer les GAFA au financement de l'information. Par ailleurs, certains contributeurs évoquent le principe de l'abonnement groupé ou “licence globale” permettant d’être abonné à plusieurs médias (diversité des sources d’informations) à un tarif raisonnable. Le recours au financement participatif des médias par crowdfunding est également mis en avant.
- **Le financement public :** les échanges portent sur une révision du mode de calcul de la redevance audiovisuelle et du conditionnement des aides à la presse à certains critères relatifs au mode de fonctionnement des médias, critères qui seraient a priori validés par des jurys indépendants (emplois stables, respect de la diversité y compris géographique, production de contenus inédits, etc.).
- **Le paiement à la satisfaction :** les participants imaginent des pistes de solutions liées à la prise en compte de la satisfaction des lecteurs. Il s'agirait d'imaginer une série d'indicateurs de satisfaction du traitement de l'info permettant de mesurer l'intérêt du public (clarté, mise en contexte, style, infographie, etc.).
- **La frugalité :** sont proposés des **formats plus frugaux et moins chers** tels que l'impression à la demande, le quotidien de la veille à tarif moins cher, des résumés gratuits pour des textes complets payants, etc.

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE

-  Revoir les aides à la presse et les conditionner à des emplois stables, au respect de la diversité, à la production de contenus inédits (dossiers, innovations...), critères validés par des jurys indépendants.
-  Créer une caisse indépendante de financement des médias qui respecte une charte/un label de l'information (clauses à fixer, modalités de contrôle à étayer).
-  Rendre plus visible le temps de travail réalisé sur chaque contenu journalistique (exemple de métadonnées : "Pour publier ce papier, nous avons passé X heures, qui ont coûté Y euros en salaires, Z sources à recouper...").
-  Financer le journalisme d’investigation par crowdfunding (financement participatif).
-  Vendre à bas prix le journal de la veille (actu datée mais dossiers toujours utiles), pour permettre aux foyers modestes et aux étudiants d’en bénéficier.

Thématique Actu internationale

7^{ème} position en nombre de contributions

Cette thématique a été lancée sous forme d'un questionnaire ouvert et non d'un forum de discussion. Son objectif ? Recueillir les attentes des citoyens en matière d'actualité internationale, imaginer des formats de partage adéquats et définir une spécificité française dans le traitement de l'information.

Problématiques et enjeux






Nombre de remarques formulées par les citoyens au sujet de l'information en général s'appliquent à l'actualité internationale : un appel à davantage de fond, de profondeur et de pluralité dans les points de vue exprimés. Certains enjeux spécifiques à l'actualité internationale ont cependant été formulés :

- Une **ouverture plus large** sur le monde, moins de "nombriisme" hexagonal, un traitement privilégié de l'échelon européen, une couverture plus systématique des problématiques d'Outre-Mer ;
- Une **actualité et un choix de sujets qui ne reflète pas directement les positions diplomatiques françaises ou les zones d'influence historiques** ;
- Le **respect des cultures étrangères** (une connaissance locale approfondie des journalistes à l'étranger, une moindre propension à interviewer des Français de l'étranger, une meilleure prononciation des noms étrangers, moins de caricature des cultures, etc.) ;
- Moins **d'information « spectacle »** (images violentes, etc.) ou au contraire désincarnée (statistiques froides, etc.) ;
- Un **droit de suivi sur l'information** au-delà du moment où l'actualité survient, tout particulièrement dans des pays qui ne font qu'épisodiquement la "une" des médias ;
- Plus **de pédagogie et de contexte géopolitique et socio-économique** (vues panoramiques d'une actualité, dézoom sur les réalités complexes, analyses comparatives entre pays, décryptage des enjeux et conséquences pour la France des actus à l'étranger, etc.).

Solutions concrètes

Ci-dessous quelques-unes des solutions proposées par les citoyens pour répondre aux enjeux précédents :

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE

-  Donner à voir le point de vue des autres pays sur l'actualité française
-  Donner des moyens d'action aux publics (ex : comment aider telle population victime d'une catastrophe même "à l'autre bout du monde", etc.)
-  Décrypter les enjeux pour la France des actus à l'étranger, offrir plus de moyens de comparaison entre pays
-  Offrir une couverture plus large des pays couverts par l'information afin de lutter contre les "déserts" informationnels (pays dont on ne parle jamais sauf catastrophe naturelle)
-  Assurer un traitement particulier et privilégié de l'information à l'échelle de l'Union Européenne afin d'aider à créer une référence culturelle européenne (JT rallongé, etc.)

Thématique Les jeunes et l'info

8^{ème} position en nombre de contributions

C'est la thématique qui a reçu le moins de contributions. Deux raisons l'expliquent : son lancement à mi-débat et la difficulté habituelle à mobiliser les jeunes sur une consultation. Il faut noter à ce titre que les participants à cette thématique ne sont pas tous "des jeunes".

Les plus jeunes participants contestent le postulat selon lequel ils ne s'intéresseraient pas assez à l'info. C'est davantage sur une désaffection pour les supports et formats consommés par leurs aînés qu'ils nous invitent à réfléchir.

La thématique a reçu une vingtaine de propositions.

« Les jeunes sont friands de vidéos, d'articles courts. Il faut privilégier les supports type Snapchat (ce que fait déjà le Monde), les podcasts sont d'excellents vecteurs de communication. Et pourquoi pas miser sur les assistants vocaux (flash info via Google Home ou Alexa) ? »

Mallys

Problématiques et enjeux

Les principaux enjeux qui ressortent des échanges concernent l'adaptation des médias "conventionnels" aux nouveaux usages. Il s'agit d'une part de comprendre comment traduire le contenu des médias "mainstream" vers les nouveaux médias utilisés par les jeunes (Snapchat, Instagram, YouTube, etc.) en respectant les codes de ces nouveaux médias.

Il est d'autre part nécessaire de cibler plus précisément les centres d'intérêt des jeunes sans présupposer de l'intérêt "universel" d'une information (les sujets d'attention des jeunes sont distincts de ceux qui intéressent les adultes).

Enfin, la question d'une info traitée par les jeunes pour les jeunes pose clairement la question d'un rajeunissement des profils journalistiques et d'une reconnaissance de la notion de "journalisme amateur" produit par des influenceurs (multiplicité des chaînes de Youtubeurs traitant l'info sur un mode rapide, interactif, décomplexé et ayant recours à différents formats de gamification).

"Les jeunes préfèrent internet (News instantanées, sans censure)."

Hubert

*"Si vous vous intéressiez plus à ces "news instantanées", vous verriez qu'elles sont beaucoup plus pratiques et efficaces qu'un journal par exemple." **MouDuGenou***

Solutions concrètes

Les propositions pour intéresser davantage les jeunes à l'info s'articulent autour de 4 axes :

- **L'interactivité digitale** : il s'agit d'avoir recours au digital (contenus accessibles sur smartphone, notamment via les réseaux sociaux) qui offre de l'interactivité, de privilégier les formats courts, visuels (vidéos, infographie, animation), avec accès possible à des contenus complémentaires plus étoffés dans une logique "poupée russe".
- **Les nouvelles technologies** : les propositions visent à explorer les potentialités des nouvelles technologies (réalité virtuelle, assistants vocaux, formats immersifs, etc.) pour innover sur le mode de consommation de l'info.
- **Le Do It Yourself (DIY)** : le journalisme vu et fait par les jeunes est un journalisme DIY ou 2.0 (généré par les utilisateurs). Il s'agit de reconnaître la place des contenus produits par des youtubeurs ou blogueurs qui jouent le rôle de journalistes-influenceurs-amateurs ayant gagné la confiance d'une communauté de "followers". C'est un journalisme direct, ludique, interactif.
- **Le choix éditorial** : la proposition centrale consiste à éditorialiser les sujets en fonction du regard des jeunes sur l'actualité et l'info. Il ne s'agit pas de rajeunir une "info pour adulte" (changement de degré), mais de proposer un regard de jeune sur le monde (changement de nature).

5 PROPOSITIONS CITOYENNES POUR RECRÉER LE LIEN DE CONFIANCE



Créer des rubriques "vu par les jeunes" pour donner leur point de vue sur l'actualité ou sur des faits de société.



Miser sur les assistants vocaux (flash info via Google Home ou Alexa).



Privilégier la vidéo asynchrone (YouTube, etc.) sur le direct et l'audio (articles lus et racontés) sur l'écrit



Inventer une complémentarité entre supports papier et numérique et relancer des formats papier pour les jeunes en rendant le contenu papier interactif (via QR code ou réalité virtuelle par usage d'Oculus)



Proposer aux jeunes d'accéder à l'info en "asynchrone" (podcasts, replays, vidéos youtube...) pour qu'ils puissent "consommer" l'info à leur rythme dans les transports ou pendant les temps disponibles

Rêvons les médias en 2050

Alors à quoi ressembleront les médias en 2050 ? C'est l'exercice créatif qui a été proposé aux citoyens sur la plateforme de consultation et à l'occasion d'ateliers présentiels à Lille et Paris. Retour sur cette projection utopiste - puisque telle était sa contrainte - en mots et en images.

Info Action



Nous sommes le 15 janvier 2050, je bois tranquillement mon café. Au loin je vois passer le trans express sans conducteur de la ligne 6. Ça me rappelle la grande grève de 2020. Je jette un œil sur mon mur tactile, j'entends Cloclo mon clone numérique qui m'interpelle « ça va ce matin ? J'ai analysé les signaux de ta nuit et t'as encore fait des apnées ». « Oui c'est ça garde ça pour toi j'ai une réputation à gérer moi. Balance moi plutôt ce que tu trouves sur les grandes grèves de 2020 on va en parler avec le Comité Permanent des Citoyens journalistes. »

Cloclor me répond « Tu veux quoi comme ambiance, Fachosphère, Gilet jaunes, Complotistes russes, Red necks trumpiens ou youtubeuses beauté ? » « Vas-y fait moi une synthèse, ça va me rappeler des souvenirs ». À ce moment là, la machine envoie sa puissance et diffuse sur le mur un kaléidoscope d'images classées par thèmes. Je me lève et je commence à jouer avec les différentes représentations. Pour marquer l'anniversaire de ces événements nous préparons un scoop explicatif à destination des collégiens de toute la France, et j'ai besoin d'analyses précises sur les causes du déclenchement politique de ces grèves.

D'un coup de doigt sur l'écran j'accède aux sources certifiées de ces bons vieux médias vintage TF1, France TV, Radio France, ... La certification dans la blockchain me garantit la validité des faits évoqués. Quand je pense que Sputnik et ses campagnes de fake news avaient fait exploser la réforme en plein vol. « Tu veux que je te fasse un package pédagogique prêt à l'emploi comme d'habitude ? ou que je te l'imprime en 5D avec les odeurs ? » « Non ça va merci, le fumier des agriculteurs en colère le matin très peu pour moi ».

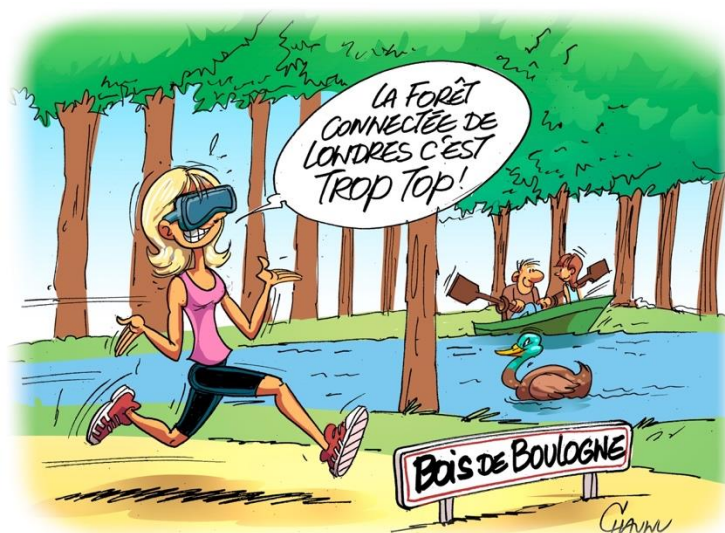
Extrait d'une [histoire écrite](#) par Alexandra, Renaud, Cécile, Jean-Michel et Martin

Rêvons les médias en 2050

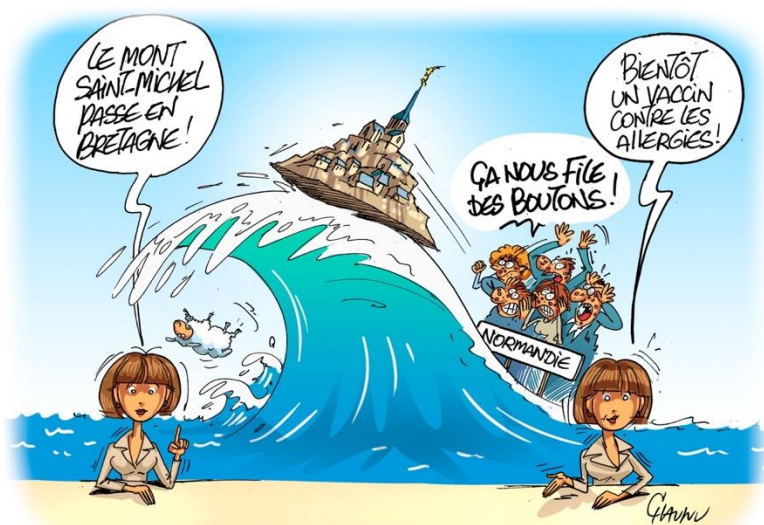
Une relation directe entre journalistes et citoyens

À peine mon casque enfilé, me voici projeté virtuellement au milieu des Londoniens, aux premières loges pour l'inauguration de la forêt connectée. L'aboutissement de 20 longues années de travail.... Armé d'une multitude de capteurs qui permettent une reconstitution 360 de la scène et d'une paire de lunettes connectées, Nicolas Rivier me permet ainsi d'être au cœur de l'événement, tout en étant installé confortablement dans mon canapé à Paris. Le journaliste commente l'événement en direct, énonçant des chiffres clairs et les bénéfices à moyen et à long terme de cette initiative. Quand soudain, une nouvelle alerte me parvient en fond sonore... C'est l'heure de me connecter à mon espace de travail virtuel.

Extrait d'une [histoire écrite](#) par Maëllie Launay



The carousel IS the New box



Le 15 janvier je bois tranquillement mon café et comme tous les matins, je choisis sur le mur virtuel le journaliste du jour. Différents hologrammes apparaissent sur le mur de mon salon et je sélectionne Michaela, journaliste d'intelligence artificielle certifiée.

Soudain une alarme retentit, une info tragique vient de tomber.

Michaela me propose une info en direct et une immersion sur la scène d'un tsunami en Bretagne. Depuis la cime d'un pin, j'assiste à l'arrivée des secours et propose mon aide en faisant un don immédiat !

Extrait d'une [histoire écrite](#) par Sarah, Esperanza, Karine, Nicolas, Anne

Rêvons les médias en 2050

Noir et blanc

Nous sommes le 15 janvier 2050. Dans quelques instants, le premier ministre va faire une annonce majeure... Qui sera controversée, comme toutes les annonces majeures. Je déplie ma feuille d'ordinateur quantique (le modèle Quantum, la version subaquatique), je règle mes haut-parleurs et écoute la déclaration de Mick Mac-Grincheux, notre premier ministre, facies et patronyme synchrones, aux affaires depuis six ans (un record depuis que le septennat a été rétabli). C'est officiel, la loi "média 2050" entre en application à partir d'aujourd'hui. Toutes les chaînes (TV, radios, internet) ainsi que la presse écrite s'y étaient préparées.

Tous les médias se voient désormais dans l'obligation de diffuser deux canaux d'informations. Le Canal Noir pour les nouvelles négatives et/ou anxiogènes.

Le Canal Blanc pour les nouvelles optimistes.

(...) J'ai rédigé un « journal de bord » sur cette expérience. (...) En voici quelques extraits.

Canal Blanc. Jérusalem. Le tic-tac des attentats et la tactique des représailles ont épuisé juifs et palestiniens. (...) La République FIP (Fraternelle Israëlo-Palestinienne) est créée.

Canal Noir. Corée du Nord. Kim-Jon-Truc-senior, bedonnant et bidonnant fait joujou avec ses missiles...

Sur des populations dissidentes. Boum... Et puis, un silence de plomb ; à peine strié par le fil rougissant d'un écho « post-macchabique ». Le monde va mal !

Je zappe.

(...) Un dernier Canal Noir, pour la route... Agonie et fin de Trump, à bientôt 105 ans. « L'idiocrate » qui avait abîmé l'humanité a choisi de s'éteindre sur le plateau d'une émission de télé-réalité. On distingue sa face, le micro enregistre les derniers borborygmes du « mourophile » ... fake-fake ... great again...news...

wall...wall... Ouarfffh... Finish. « Game Over. Pas de « play again ». Et soudain, je réalise qu'il y a là un grave défaut de ligne éditoriale. En bon-français-râleur-y'a-qu'à-faut-qu'on-tiste, je me saisis de mon téléphone dernier cri en protoxyde de frêne végétal bio qui lit ma pensée et mes désirs et qui appelle donc lui-même la direction des infos(...) Trump "fired" pour toujours », c'est le Canal Blanc qui devait la diffuser, pas le Canal Noir, voyons ! Et là mon interlocuteur, esbaudi par mon talent de communicant, me répond : « Je te nomme directeur du Canal Gris ».

Extrait d'une [histoire écrite](#) par Mylni.



QUE RETENIR DE CET EXERCICE D'ÉCRITURE FICTIONNELLE ?

- 1. Le futur des médias est citoyen :** les histoires racontent l'implication du public dans la fabrique de l'information : conseils citoyens de bienveillance de l'information, conférence rédactionnelle participative, etc. Étonnamment, cette tendance s'illustre bien plus dans cet exercice que dans le reste du débat !
- 2. Des avancées technologiques au service de la vérité :** IA journaliste, e-journaliste, capsules immersives qui convoquent le goût et l'odeur, algorithmes de représentativité, assistants personnels...
- 3. Des lois qui encadrent l'information et garantissent sa véracité :** la loi numérique et éthique 2030, le droit à l'oubli neuronal, la loi sur la diversité d'opinions. La fabrique de l'info s'ouvre au plus grand nombre mais cela suppose une exigence juridique plus importante pour éviter la propagation de fake news.

Mots de conclusion

Médias et Citoyens aura été une « expérience délibérative ».

Sur la forme d'abord, il s'est agi d'un double « dialogue ». Dialogue entre citoyens et journalistes, dialogue de citoyens à citoyens. Un dialogue au carré, en somme. Dans cette configuration inédite, le principe d'une conversation en ligne aura permis d'entrer dans une logique de co-construction de solutions possibles, par croisement d'arguments, d'enrichissements et de sacrifices mutuels.

Ensuite, Médias et Citoyens aura fait le choix de mixer l'expérience digitale avec des ateliers d'écriture collaborative en présentiel sur l'avenir du journalisme. Baptisées Bright Mirror, ces sessions auront permis de convier l'espace d'une soirée tous les citoyens volontaires pour scénariser des futurs enthousiasmants. Enfin, dans la foulée de la consultation, les 12 partenaires de l'initiative se sont engagés à étudier les propositions des citoyens et à expérimenter certaines d'entre elles. Ces engagements, révélés lors de la conférence de restitution du 27 février 2020 au Beffroi de Montrouge, ont ouvert la voie à une nouvelle forme de débat public : le débat-action, dans lequel les idées et contributions se transforment en projets pilotes testés et opérationnalisés avec les commanditaires de la consultation.

Sur le fond, on retiendra, dans l'esprit citoyen, la primauté absolue de la référence à la vérité (les enjeux "lutter contre les fake news" et "revenir aux faits" sont les plus récurrents) et les nécessaires gages de réassurance demandés aux médias en la matière. Consensus socle, cette injonction de conformité à la vérité est réaffirmée par la priorisation non équivoque, parmi les 10 clauses de la charte de Munich, de l'engagement suivant : *"Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour le journaliste, et ce en raison du droit que le public a de connaître la vérité."*

On retiendra l'importance du consensus sur l'éthique et la déontologie des acteurs. Quels que soient les efforts des médias sur ce thème, ce n'est pas à un minimum vital que les citoyens font référence, mais à un *maximum vital*.

On retiendra la valeur cardinale de l'indépendance, politique et économique, premier des principes appliqués par les citoyens aux médias eux-mêmes en tant qu'acteurs de l'information.

On retiendra la force du consensus sur les valeurs de pluralisme et de diversité plébiscitées par le grand public, qui se traduisent par une exigence opératoire : réinventer les politiques de recrutement de la filière, au profit des jeunes, des minorités, des géographies et des experts.

On retiendra l'inventivité citoyenne sur le métier journalistique, avec l'expression spontanée de plus de 250 propositions, souvent concrètes, quant au devenir de la profession. Rappelons que l'expression citoyenne spontanée - c'est-à-dire non assistée par une question qui oriente – renforce la prégnance de la recommandation, car celle-ci est intuitée par le participant, et non induite par la question.

On retiendra enfin les grands attributs que le public associe spontanément à l'information de demain : qualitative, positive, participative et respectueuse de la complexité.

Ce n'est pas l'un des moindres enseignements de cette consultation que de réaliser combien les citoyens souhaitent jouer un rôle proactif dans la production et l'accompagnement de l'information du futur. Le secteur des médias prend des atours de co-industrie : un cœur journalistique professionnalisé et un écosystème de citoyens contributifs, devenus acteurs du cœur de métier.

A méditer, et à expérimenter.

Ou inversement.

Frank Escoubès, co-fondateur et co-Président de bluenove

Les engagements des médias

C'était la promesse de la consultation, les médias se sont engagés à expérimenter des solutions concrètes issues de l'intelligence collective des citoyens ! Découvrez-les ci-dessous.

Engagements collectifs

Les médias s'accordent autour de trois sujets communs :

- La lutte contre les fake news
- L'éducation aux médias
- L'association des citoyens à la fabrique de l'information

Engagements individuels



- Lutter contre les fake news
- Répondre systématiquement à tous les mails des internautes, via un « modérateur de l'information »
- Promouvoir du journalisme de solution
- Être transparent sur les engagements associatifs/politiques/syndicaux du journaliste via la fiche journaliste



- Veiller à mieux mettre les événements en perspective : contextualiser l'information pour la rendre plus intelligible et l'inscrire dans le temps long
- Œuvrer à la diversification académique et sociologique des recrutements



- Lancer une plateforme de crowdsourcing avec une garantie de réponse
- Mieux afficher les principes et les valeurs de l'info (éthique, code de valeurs, modalité de résolution de conflits d'intérêts)



- Accroître encore davantage son action pour lutter contre les infox
- Continuer à œuvrer pour l'éducation aux médias
- Recruter des journalistes issus de la diversité



- Fact checking et investigation : renforcer l'offre et y faire participer les citoyens
- Transparence : renforcer la visibilité du médiateur et expliquer comment nous travaillons dans nos offres d'info (JT et magazines) et sur les réseaux sociaux
- Co-construction et représentativité : prise en compte des citoyens quelle que soit leur diversité (sociale, géographique ou générationnelle), valorisation des initiatives et des solutions au niveau local via notre maillage régional et ultra-marin, développement des enquêtes participatives telles que #AlertePollution ou #MonMaire
- Education aux médias : devenir le leader européen de l'éducation aux médias avec nos partenaires du service public en renforçant le lien entre l'information et [Lumni](#), créer des formats participatifs, particulièrement en direction des jeunes adultes

Les engagements des médias



- Respecter l'indépendance
- Promouvoir la transparence
- Garantir le contradictoire
- Poursuivre le développement de l'actualité internationale et européenne
- Développer l'association de nos lecteurs aux réflexions sur l'information



- Développer une plateforme d'échange et de propositions pour nos lecteurs (Le Labo)
- Développer notre dispositif de lutte contre les fake news
- Œuvrer pour une plus grande diversité de profils au sein de la rédaction



- Proposer des débats contradictoires qui assurent toujours une pluralité des points de vue
- Proposer des formats pour les jeunes
- Développer les espaces de dialogue et d'expérimentation continus entre citoyens et journalistes
- Poursuivre la lutte contre les fake news



- Utiliser la plateforme participative Nouvelles Voix pour "co-construire" avec tous les internautes le souhaitant notre futur "guide rédactionnel"
- Intégrer dans le "guide rédactionnel" plusieurs des propositions de la consultation Médias et citoyens (médiation et interactions, contributions des jeunes, pistes "pour agir...") ainsi que des propositions recueillies lors de 75 réunions publiques tenues dans notre région en 2019, des résultats d'ateliers internes et les apports directs existants et à venir sur notre plateforme
- Assurer en toute transparence la "co-construction" sur notre plateforme des mesures retenues et leur mise en œuvre immédiate et continue

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Ma relation à l'info

#Formats

- Imaginer des émissions télé complétées de contenus interactifs, notamment des "serious games" ("jeux sérieux" permettant aux spectateurs de tester et d'enrichir leur compréhension d'un sujet de manière ludique)
- Filmer des débats publics
- Permettre le suivi dans le temps de certains dossiers au long cours
- Exploiter, mettre en scène dans de nouveaux formats les nombreuses sources de données existantes pour donner des connaissances factuelles utiles à la compréhension de certaines problématiques de société et au débat public sur ces sujets (ex : les données démographiques de l'INED, statistiques officielles de l'INSEE...)
- Proposer des formats fictionnels pour illustrer une information (ex : diffusion d'un film ou d'un téléfilm sur un sujet donné suivie d'un débat)
- Plus de *journalisme lent* pour décrypter l'information a posteriori de manière plus approfondie, à travers plusieurs points de vue, des formats adaptés au temps de lecture disponible...etc.
- Généraliser les sections "à retenir" dans tous les formats journalistiques
- Généraliser la diffusion d'émissions de décryptage des codes de la communication telle qu'Arrêt sur Image ou Clément Viktorovitch dans Clique TV -Canal+.
- Développer des sujets d'actualité et de société sur différents formats de temps 10 min (exemple Le Dessous des Cartes d'Arte), 1 h, 2 h (type interview dans Thinkerview sur Youtube)

#Interfaces #Personnalisation

- Accéder à différents médias via une appli / plateforme unique
- Accéder à des **contenus contradictoires sur un sujet donné** au travers de l'agrégation d'analyses et de points de vue multiples provenant de différents médias
- Mettre en place une plateforme d'agrégation de "news" issues de différents médias dans laquelle chaque sujet d'actualité est abordé sous 3 ou 4 **styles journalistiques** distincts au choix de l'internaute : un style d'articles jugés "neutres" et objectifs (type AFP, Reuters...), un style jugé "polémique" (pour ou contre, éditoriaux), un style jugé "expert" (contenus approfondis, temps de lecture élevés), un style jugé "atypique" (lecture sociologique, culturelle, technologique de l'événement, etc.).
- Créer un agrégateur de contenus journalistiques permettant de choisir les actus de tout bord de multiples façons : par thèmes, pays, points de vue, sources, formats, styles, auteurs, langues.
- Pouvoir se créer un "JT" à la carte pour lequel on pourrait choisir les sujets ou les types de contenus.
- Proposer de nouvelles fonctionnalités autour des replays (ex : permettre de filtrer les types de contenus préférés dans les replays des JT)
- Proposer des kiosques numériques garantissant une pluralité de l'info dans lesquels on pourrait naviguer librement
- Combiner des infos personnalisées avec des contenus "imposés" (aléatoires, incontournables, culture générale, opinions...) de manière à protéger le "consommateur d'info" d'un enfermement intellectuel

#Confiance

- Imposer aux journalistes de communiquer leurs sources
- Prévenir que l'émission est ou n'est pas en direct
- Permettre au public de bien différencier journalistes et éditorialistes
- Fact-checker en direct des propos des intervenants
- Revoir la manière dont les journalistes interrogent les gens : plus d'empathie et d'écoute, moins d'a priori
- Instaurer un black out médiatique 1 jour par semaine (les dimanches par exemple) permettant de sortir de la frénésie de l'info

#Journalisme participatif

- Pouvoir signaler à un média que j'ai été témoin d'un événement qui pourrait faire l'objet d'une actualité ou qui me permet de corroborer ou infirmer une actualité

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

- Alimenter les médias en vidéos réalisées par les citoyens (avec leur smartphone par ex)
- Inviter dans les débats des citoyens non-experts pour reconnecter le sujet au réel des Français
- Inviter les lecteurs à participer à la production journalistique à travers des événements réguliers
- Faire de la construction d'un reportage (par exemple) un objet de récit en lui même
- Donner plus de notoriété aux médiateurs de l'information (intermédiaire entre le public et les médias) pour faire le lien avec le public et orienter les choix éditoriaux
- Protéger les lanceurs d'alertes

#Vers une info qui me reflète

- Donner plus d'infos positives, réduire l'effet anxiogène des actualités en les combinant avec des sujets plus positifs, en veillant à un équilibre
- Développer des contenus et des formats qui permettent de mieux appréhender la complexité de certains sujets
- Dédier une chaîne à l'expression de tous les courants politiques, débats contradictoires (même différés) telle que Public Sénat
- Donner plus de place à l'approfondissement des thèmes transverses qui nous concernent tous tels que l'éducation et la santé
- Revoir la hiérarchie des informations en réduisant drastiquement les sujets "sports", qui servent souvent d'alibi actualité chaude et se retrouvent à ce titre souvent en une / ouverture pour des médias grand public
- Créer des chaînes dédiées uniquement au sport
- Favoriser le pluralisme des opinions en abordant des sujets qui apporteront des clés pour réfléchir et comprendre le monde complexe et instable dans lequel nous vivons
- Faire s'exprimer sur des sujets complexes non seulement des spécialistes mais aussi des représentants associatifs, syndicaux, professionnels, des acteurs de terrain, des citoyens « ordinaires » pour garantir une représentativité de la société
- Impliquer les citoyens et travailler avec eux pour comprendre leurs enjeux et renouer le lien de confiance
- Éviter et empêcher la starisation des journalistes en laissant plus la parole aux interviewés/invités
- Permettre une diffusion des informations nationales à tour de rôle par chacune des télévisions régionales afin que ce soit parfaitement équilibré entre les différentes régions
- Proposer des informations sur des sujets techniques pour permettre un véritable débat de fond
- Utiliser moins d'anglicismes et privilégier les versions françaises des néologismes
- Pour les élections municipales, proposer des émissions qui iraient à la rencontre des personnels sur le terrain (sages femmes, artistes, ouvriers, boulangers, indépendants...) pour leur demander ce qui améliorerait leur quotidien puis récolter les réponses des candidats
- Dans les informations liées à la culture, donner plus de place aux personnes qui "créent" et pas seulement aux "critiques et aux spectateurs".
- Proposer des informations qui montrent une comparaison entre la France et autres pays voisins sur les sujets complexes et techniques (ex: Points de la réforme des retraites).
- Traiter davantage des sujets européens notamment institutionnels et avoir plus de correspondants dans les villes de ces institutions. Proposer par exemple un journal quotidien entier dédié à ces sujets.
- Revoir la formation des journalistes médiatiques pour garantir une plus grande impartialité.
- Consacrer un espace permanent pour la sauvegarde de l'environnement avec des suggestions, des exemples à suivre, une dénonciation des mauvais comportements, des impacts déjà mesurés...
- Présenter des émissions plus intelligentes pour relever le niveau : réduire le nombre d'émissions à télé-crochet et télé-réalité, ne pas insister sur les faits divers, présenter plus de documentaires, réaliser des études fouillées sur les problèmes de société
- Consacrer un espace dans le JT aux Outre-Mer, à la province et la banlieue
- Avoir des journalistes plus représentatifs de la société en termes d'âge, de sexe, d'origine, etc.
- Proposer des médias positifs tournés vers les solutions et les bonnes nouvelles
- Proposer à tous les représentants des médias de faire un "stage" en province (mais pas dans les grandes villes) pour en comprendre le fonctionnement et la richesse.
- Permettre aux publics de mieux distinguer journalistes (factuels) et éditorialistes (partis pris autorisés)
- Plus de relai des enjeux politiques, notamment écologiques, couverts par la presse locale
- Plus d'historiens, plus d'exploitation des archives du passé, notamment celles de l'INA.

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Ethique

#Meilleures pratiques journalistiques

- Systématiser l'explicitation des méthodes de sondages et de leurs limites respectives
- Présenter l'information en respectant une "asymétrie volontaire" des points de vue afin de ne pas surprivilegier un point de vue minoritaire sous couvert d'égalité de traitement (ex : indiquer la proportion d'experts qui partagent chaque opinion)
- Encadrer et sanctionner les pratiques d'édition de contenus revenant à tronquer les propos d'une personne interviewée sans droit opposable de la part de cette dernière
- Rationaliser systématiquement la conception des titres des articles jugés aujourd'hui trop réducteurs, accrocheurs, provocateurs, subjectifs et biaisés afin de ne pas donner une fausse information (dans un contexte où les lecteurs ne lisent souvent que les titres)
- Rééquilibrer les temps de traitement de l'information au travers d'un "seuil maximum d'attention" par média en vue d'éviter les "séquences" ou "tunnels" d'actualité pendant lesquels une actualité particulière monopolise l'espace médiatique
- Définir un statut / label pour les contenus particulièrement appréciés par le public afin de créer un "espace de référence" de type agrégateur multisource et multicanal permettant d'accéder à ces contenus et de les archiver pendant une période donnée
- Systématiser l'incrustation dans les bandeaux des chaînes d'information d'un avertissement sur le caractère complexe du sujet traité nécessitant la consultation de sources additionnelles recensées sur le site du média
- Généraliser la publication commentée et la vulgarisation des rapports d'expertise les plus complexes (sur le modèle des Questions / Réponses pour comprendre le débat sur une réforme donnée)
- Respecter un principe de présentation exhaustive et systémique d'une information complexe afin d'en traduire toutes les dimensions
- Généraliser le recours à des équipes de vérificateurs en direct lors des émissions politiques (fact-checking "live")
- Publier les bases de données d'experts sollicités par les médias pour produire leur couverture de l'actualité
- Systématiser l'usage par les journalistes des bases de données de type Retraction Watch qui recensent tous les articles scientifiques dépubliés à la suite de fraude ou de méconduite scientifique et/ou de type Pubpeer qui permettent d'émettre des commentaires sur les articles scientifiques
- Rendre publics les critères et méthodes retenus par un média pour qualifier un expert
- Généraliser l'usage des avertissements au public des médias audiovisuels sous la forme de notifications ou de bandeaux déroulants durant les couvertures éditoriales précisant que les propos tenus reflètent une opinion personnelle
- Expliciter le choix par le journaliste des personnes interrogées dans un reportage en objectivant au maximum les choix opérés
- Limiter la pratique de tout débat non contradictoire qui ne présenterait pas équitablement les thèses qui s'affrontent
- Permettre aux publics de mieux distinguer journalistes (factuels) et éditorialistes (partis pris autorisés)

#Implication des citoyens

- Mettre en place un système de notation ("rating") du travail des journalistes par les lecteurs / auditeurs / téléspectateurs sur le modèle des systèmes de rating de praticiens de la santé

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

- Généraliser la modération participative en permettant à l'internaute d'activer le signalement d'un abus caractérisé, d'une partialité évidente ou d'une erreur manifeste de la part d'un journaliste nuisant à la bonne compréhension du sujet et à la neutralité de son traitement
- Généraliser l'intégration dans la gouvernance des médias d'un panel consultatif de citoyens représentatifs tirés au sort renouvelé à période régulière (par ex. tous les 2 ans)
- Faire évoluer le processus de recours à un "médiateur" au profit de l'instauration d'un collège d'auditeurs / lecteurs / téléspectateurs dotés du pouvoir d'interpellation du médiateur du média en question

#Profils et compétences

- Diversifier les profils de journalistes en rééquilibrant les recrutements au profit des filières scientifiques, techniques, sociales (histoire, géographie, sociologie, ethnographie...) et managériales
- Former les journalistes dans les écoles à l'éthique, à la morale et à la déontologie

#Gouvernance

- Instaurer des sanctions pour les médias ne respectant pas un équilibre "équitable" (et non égalitaire) des points de vue (exemple : discours d'une association militante qui dominerait dans le traitement de l'information par rapport aux autres courants de pensée)
- Mettre en place une obligation de déclaration de transparence relative à la proximité des médias avec le monde politique (nomination de dirigeants, recrutement, parcours croisés) afin d'éviter les conflits d'intérêt
- Généraliser le recours à la déclaration des conflits d'intérêts des experts sollicités par les médias sur le modèle des Déclarations Publiques d'Intérêt (DPI) dans le domaine de la santé
- Généraliser le recours à la "déclaration publique d'orientation politique" des journalistes pour permettre au public d'avoir conscience d'un risque de parti pris politique dans le traitement de l'information
- Produire un rapport annuel sur le fonctionnement du service public de l'audiovisuel établi par un groupe de députés au prorata des votes des citoyens au 1er tour des élections législatives avec réponse publique des Présidents des chaînes
- Revendiquer dans certains cas très sensibles un "droit de ne pas informer" lorsque l'information pourrait susciter des troubles à l'ordre public, avec validation d'un "Comité des sages de l'information" indépendant
- Réguler la couverture d'un même événement par toutes les chaînes en parallèle afin de respecter une diversité minimale du paysage informationnel au-delà de l'événement en question (limitant l'effet d'éviction des autres nouvelles par la couverture exclusive d'un événement particulier)
- Respecter la Charte de Munich de 1971
- Renforcer l'indépendance et les moyens du CSA, voire sa capacité à ester en justice.
- Faire organiser par le CSA des consultations publiques
- Accélérer la mise en place du conseil de déontologie journalistique et de médiation, organe professionnel d'auto-régulation indépendant de l'Etat qui regroupe éditeurs, journalistes et représentants des publics, en renforçant la représentation de citoyens tirés au sort et de magistrats en disponibilité.
- Interdire le rachat de médias par des puissances industrielles et/ou étrangères
- Développer une charte de transparence dans laquelle l'employeur déclare l'absence de pression faite sur le journaliste quant au choix du sujet et de l'angle journalistique retenu.
- Imaginer un dispositif de salaires et primes versés par un organisme indépendant à qui l'employeur verse la totalité de la masse salariale

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Fake news

#Transparence

- Normaliser la définition stricte de l'infox ("fake news") comme désinformation volontaire afin de la distinguer de la rumeur infondée, de la simple erreur journalistique ou du biais cognitif
- Ouvrir le champ des infox aux "deep fakes" (images contrefaites)
- Mieux rendre compte de la provenance de l'information en rendant obligatoire sa traçabilité sans contraindre à la divulgation des sources (ex : rendre compte du travail de vérification d'une information fournie par un lanceur d'alerte sans communiquer son identité)
- La simple mention d'une source n'étant pas une garantie contre le risque d'infox, concevoir un modèle de description des sources qui renseigne sur leur niveau de fiabilité et généraliser son adoption
- Imaginer un système de notation de la qualité des sources suivant une typologie reconnue et partagée (sources policières et judiciaires, sources agences de presse, sources médias internationaux, etc.)
- Faire que la remontée à la source première d'une information (tweet, photo, vidéo à l'origine du scoop) soit un réflexe pour tout journaliste
- Encadrer la pratique des montages journalistiques en normalisant les coupes et le montage des interviews (pour éviter les propos hors contexte) sous peine de sanctions

#Mutualisation

- Mobiliser l'intelligence collective pour combattre les infox sur le modèle de Wikitribune lancé par Wikipedia (média participatif qui rassemble des journalistes et des internautes pour coproduire et valider l'information)
- Donner un pouvoir d'alerte aux publics (vigilance participative) en facilitant le signalement d'une infox ou d'une erreur (ex : via un bouton "signaler une erreur" permettant de contacter le journaliste)
- Mutualiser d'avantage les ressources dédiées à la vérification via des partenariats trans-médias à l'échelle nationale ou internationale, sous forme de consortium des journalistes d'investigation (ICIJ) ou d'associations inter-médias / ONG (ex : France Média Monde)
- Responsabiliser les réseaux sociaux (Facebook, Twitter), qui sont les plus gros diffuseurs d'infox, sur le traitement préventif et curatif des fake news en partenariat avec les médias
- Faire émerger plusieurs agences ou prestataires trans-médias spécialisés en fact-checking susceptibles de servir l'ensemble de l'industrie des médias mainstream
- Démultiplier les partenariats entre médias et universités technologiques pour développer du code ouvert permettant de décrypter les infox et deep fakes
- Créer une initiative consortiale Médias / Etat / Police-Justice / GAFAM / Universités / startups permettant, en s'appuyant sur les avancées technologiques, de renforcer les filtres et les contrôles de la qualité de l'information avant qu'elle ne soit diffusée (modèle "Interpol" de l'information)
- Susciter une initiative de mutualisation européenne contre l'infox en développant des partenariats transnationaux sur le modèle France Media Info (« Infos migrants ») / Deutsche Welle (média allemand) / ANSA (agence de presse italienne)

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

#Réputation

- Monter un réseau de journalistes réputés fiables, sans passif par rapport à la diffusion d'infox
- Limiter le recours aux experts auto-proclamés et favoriser les experts reconnus par leurs pairs, faisant autorité et bénéficiant d'une réputation dans leur discipline
- Faire former les journalistes à l'identification d'experts sur les sujets scientifiques par sourcing multi-critères
- Développer le recours à des plateformes de crowdsourcing d'experts ou à des bases de données d'experts internationaux reconnus pour faire valider une information ayant une composante technique
- Favoriser une présentation contradictoire de l'information (présentation des avis opposés) pondérée par le poids relatif des thèses en présence (ne pas surpondérer un avis non consensuel ou minoritaire)
- Généraliser le recours au droit de réponse immédiat des personnes ciblées ou mises en accusation (sur le principe juridique du référé)
- Rendre obligatoire la pratique du démenti par le média en cas d'infox avérée dans le respect d'un principe de proportionnalité de la couverture médiatique du démenti (même exposition du correctif que celle de l'infox)
- Créer un "casier fake news" pour les personnalités publiques et politiques lorsque des affirmations ont été démenties publiquement (casier centralisé par des services dédiés de fact-checking) afin de lutter contre l'oubli des journalistes et des lecteurs / auditeurs / téléspectateurs
- Publier la liste exhaustive de tous les sites de décryptage des infox pour faciliter l'alerte et la prise de conscience des utilisateurs (Vrai ou Fake, Décodeurs, Checknews, etc.)
- Faire publier par le CSA ou autre organisme tiers de confiance un classement de la fiabilité des médias (les 3 médias les plus fiables et les 3 médias les moins fiables à minima) avec application éventuelle d'un score établi par recours à la blockchain

#Nouvelles pratiques

- Concentrer l'action de vérification approfondie des infox sur des informations aux conséquences systémiques graves (santé, démocratie, sécurité publique, etc.) dans un contexte de rareté des ressources de vérification et de profusion des désinformations
- Concentrer l'action de vérification approfondie des infox sur des informations virales dépassant un seuil de vues et de diffusion
- Augmenter le nombre de sources différentes et fiables (au-delà de 3) requises pour valider une information sur les actualités les plus sensibles (prévoir une gradation possible du niveau d'exigence)
- Expliciter les méthodes de construction de toute information fondée sur les résultats d'un sondage ou d'une statistique afin de limiter les risques de biais cognitifs et de mésinterprétation
- Spécialiser les journalistes afin qu'ils ne traitent pas une trop grande variété de sujets et qu'ils développent un esprit critique proportionnel à la connaissance du sujet
- Ralentir l'information afin de décorrélérer l'information brute, son analyse sur le fond et le fact-checking nécessaire, sur le modèle des médias allemands séparant information factuelle et commentaires du chroniqueur
- Limiter la pratique du direct sur des sujets non vérifiés ou non immédiatement vérifiables afin de donner aux journalistes le temps du fact-checking

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

- Intégrer des contenus de type "Vrai ou fake" directement dans les médias audiovisuels (TV, numérique) permettant au téléspectateur ou au lecteur de corriger le plus rapidement possible sa perception de l'information
- Diminuer le rythme de publication des articles par jour au profit d'articles plus travaillés et approfondis
- Conditionner l'activité des chaînes d'info continue au recours à des prestations de fact-checking renforcé du fait d'un risque augmenté de diffusion de fake news 24h/24 (certification de type ISO Fake News)
- En ouverture de chaque édition du JT (TV) ou des principaux bulletins de nouvelles (radio), systématiser le fact-checking sur des informations de l'édition précédente afin de lutter contre l'instantanéité des infos
- Diversifier le profil des équipes de "décodeurs" avec des professionnels représentant une diversité d'opinions politiques
- Mieux réguler la pratique des "micro-trottoirs" sur des sujets qui nécessitent un minimum de connaissance et de compétence afin de ne pas stimuler l'émergence de fausses informations
- Limiter l'usage par les journalistes de métaphores ou de formules chocs afin d'éviter les risques de désinformation ou de biais cognitifs (ex : dire que telle catégorie de salarié travaille gratuitement à partir de telle date est une extrapolation abusive fondée sur des moyennes théoriques)
- Former les journalistes à la hiérarchisation et à la mise en contexte des informations (causes et conséquences) afin d'éviter les amalgames, approximations et désinformations

#Réglementation

- Renforcer le rôle du CSA dans le contrôle et la sanction des manquements à la vérification des informations
- Judicialiser les infox par la notion de délit informationnel (passible d'amende et de surveillance) appliquée aux internautes "délinquants" d'une part et aux plateformes qui hébergent leurs contenus partagés d'autre part (la responsabilité de ces dernières devant être clairement définie)
- Permettre au public de saisir un juge des référés pour faire cesser dans les plus brefs délais la diffusion massive et artificielle d'une infox en l'absence d'action correctrice du média ou de la plateforme de diffusion

#Accès à l'information

- Limiter les sources de revenus des contenus délibérément faux ou trompeurs sur les moteurs de recherche en supprimant automatiquement les annonces douteuses au contenu haineux ou manifestement fabriqué ("tarir le filon")
- Renforcer et systématiser la valorisation par les moteurs de recherche des articles de décryptage produits par les rédactions de fact-checking (ex : AFP Factuel) afin de renforcer la visibilité des sources faisant autorité
- Assurer la pérennité du référencement des décryptages des fake news par les moteurs de recherche afin que ces contenus restent accessibles et consultables durablement
- Pousser sur les moteurs de recherche les sites de décryptage des infox afin de les faire remonter en tête de référencement
- Améliorer considérablement les moteurs de recherche intra-sites de radio / TV pour retrouver aisément les émissions consacrées au décryptage des infox, y compris dans les JT
- Interdire l'anonymat sur certains sites ou certaines plateformes de partage de contenus ayant fait émerger des infox de manière récurrente
- Utiliser l'intelligence artificielle (technologie dite « machine learning ») pour permettre aux moteurs de recherche et plateformes de réseaux sociaux de détecter une info suspecte et d'en suspendre la diffusion momentanément, le temps de sa vérification.

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

#Technologie

- Faire apparaître un signalement visuel/sonore "Alerte fake news" pour notifier au spectateur/auditeur les erreurs ou propos mensongers détectés par le fact-checking en temps réel
- Mettre en place une certification qui authentifie l'origine de l'information et qui en garantit l'intégrité grâce à des outils de type Blockchain (validation et datation des blocs - ou articles - après vérification auprès de tous les autres médias et comparaison des articles traitant du même sujet, identification des sources, etc.).
- Renforcer les systèmes basés sur la Blockchain pour enregistrer et partager des métadonnées sur les médias publiés par les agences de presse, en particulier images et vidéos, qui sont les plus partagées.
- Renforcer les systèmes automatisés permettant de vérifier une information émise par un média en la confrontant aux contenus sur le même sujet issus des autres médias et s'assurer qu'une information émise par un média n'est pas falsifiée au cours de sa duplication dans les réseaux sociaux.
- Sécuriser grâce à la Blockchain les validations de la police / justice concernant les faits relevant de trouble de l'ordre public ou du domaine pénal

#Education

- Eduquer les jeunes générations à l'esprit critique face à l'information dès l'école primaire (ateliers de sensibilisation, découverte des outils numériques, fabrique d'une information, etc.).
- Diffuser des codes de bonne conduite auprès du grand public quant au traitement des informations potentiellement douteuses ou à risque (ex : alerter ses proches en cas d'infox)
- Démultiplier les initiatives d'intervention de journalistes dans les écoles, collèges et lycées sur le modèle de "la réserve citoyenne des journalistes"
- Renforcer les moyens accordés aux plateformes éducatives en ligne créant une "culture de l'information de qualité" (ex : Lumni)
- Généraliser le "Test Fake News" de l'OCDE lancé en 2018 dans les parcours scolaires et systématiser la prise de conscience des jeunes générations en intégrant une "Maîtrise de l'usage des médias" dans les programmes obligatoires de l'Education Nationale ("l'éducation avant la réglementation").
- Développer la sensibilisation des jeunes à la qualité de l'information via des solutions accessibles et gratuites de formation en ligne (e-learning) qui permettent leur large diffusion
- Former les enseignants au décryptage des Infox pour faciliter, en classe, l'animation de discussions autour de l'intervention de journalistes et/ou autour des programmes de formation en ligne (e-learning)
- Développer un jeu sérieux ("serious game") permettant de comprendre la fabrique d'une infox tout en rendant l'expérience ludique (sur le modèle anglophone du jeu "Get bad news")

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Médias et société

#Du local

- Rééquilibrer la couverture médiatique au profit d'une information décentralisée produite en régions
- Mieux couvrir le travail des parlementaires et rendre compte de leur activité au quotidien
- Permettre de passer de l'info à l'engagement sur mon territoire : connaissance des acteurs locaux et des actions dans lesquelles ils recherchent des volontaires par exemple ou possibilité de financer des causes
- Valoriser davantage la créativité citoyenne des territoires

#Du positif

- Présenter plus d'informations positives, de solutions qui marchent, d'émulation, d'idées à contre-courant
- Ajouter à chaque information anxiogène délivrée si possible son pendant optimiste et/ou constructif

#Du participatif

- Créer des dispositifs digitaux et physiques permettant de récolter les commentaires, doléances et propositions des citoyens
- Ouvrir une fois par semaine une ligne téléphonique où l'on pourrait "pitcher" en une minute son sujet auprès d'un journaliste et savoir directement si celui-ci peut intéresser le journal
- Dédier un espace à des idées innovantes non issues de services de relation presse
- Permettre aux citoyens de soumettre des sujets à un consortium de journalistes, via une plateforme comme Médias & citoyens ou un hashtag twitter du type #idéeuterrain
- Faire noter tous les contenus journalistiques par les citoyens
- Ouvrir aux commentaires les articles de la presse pour que les lecteurs deviennent acteurs et co-construisent des solutions
- Investiguer davantage pour identifier des témoins crédibles sur un sujet donné

#Plus de fond

- Constituer une bibliothèque de ressources communes (à un maximum de médias) répertoriant les contenus (articles, dossiers, vidéos, infographies...) les plus fouillés, durablement utiles (ex : vidéo expliquant un conflit au travers des enjeux, des protagonistes, du contexte historique...)
- Créer une entité mutualisée des médias active sur les réseaux sociaux pour proposer pour chaque actualité des ressources complémentaires pour comprendre/approfondir (et contrebalance la désinformation qui y règne)
- Avoir plus d'analyses chiffrées, factuelles et mises en perspective sur une durée.
- Montrer comment se fabrique l'information
- Faire preuve de plus de rigueur dans le traitement de l'information scientifique
- Faire une pédagogie continue dans les médias sur les biais cognitifs qui peuvent induire en erreur dans l'appréhension de l'information.

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

#L'art du débat

- Se donner un haut niveau d'exigence en matière de méthodologie de débats (TV, radio) : des points de vue divers, contradictoires, de "vrais" experts invités, des échanges plus respectueux, un animateur qui s'en tient à son rôle d'animateur, des données vérifiées, de la connaissance, de la pédagogie...
- Inviter des citoyens lambda aux débats d'idées
- Faire preuve de plus de perspective et de nuance sur les sujets complexes (euthanasie, avortement, religion)
- Organiser des débats sur des questions d'orientations de politiques publiques à l'agenda du Gouvernement, selon des modalités strictes (ex : contrôle du temps de parole, panel représentatif)

#Engagement

- Imposer aux médias d'afficher clairement leur positionnement politique car "les médias sont déjà engagés mais ils ne l'avouent pas"
- Éveiller les consciences sur la crise climatique, l'énergie et la biodiversité sans dogmatisme

#Emploi

- Démocratiser la profession journalistique en diffusant les offres d'emploi au-delà des sphères géographiques classiques, des formations habituelles et des canaux traditionnels

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Indépendance des médias

#Statuts, formes juridiques et financement

- Promouvoir de nouvelles formes juridiques et de gouvernance pour les médias de type société de média à but non lucratif, détention du capital par une association à but non lucratif (modèle Ouest-France), coopérative de salariés et de journalistes à 100% du capital, etc.
- Promouvoir l'adoption par les médias publics et privés de statuts ou certifications responsables de type Certification B-Corp ou Entreprise à Mission
- Promouvoir la publication dans les statuts des médias de leur raison d'être et des causes qu'ils promeuvent
- Promouvoir l'appel à l'épargne publique pour une partie du financement des médias, contrôlé par une haute autorité indépendante des milieux politiques et économiques
- Etudier l'opportunité d'un prélèvement contributif sur le chiffre d'affaire des médias privés afin d'aider à financer de nouveaux projets de médias indépendants
- Revoir le principe de nomination des présidents de chaînes et de radios publiques par le Président de la République au profit d'une élection par les journalistes
- Sanctuariser le financement des chaînes et radios publiques dès l'élection du président de la République pour la durée de son mandat
- Lutter contre la concentration des grands médias en interdisant à un propriétaire de média de posséder plusieurs titres ou chaînes
- Imposer une diversité d'actionnaires au capital des grands médias privés (minorité de blocage notamment)
- Instaurer une contribution des médias privés au financement des médias du service public.

#Pratiques de transparence

- Publier systématiquement sur les sites internet des médias les éléments de langage fournis aux rédactions par le Gouvernement ou les partis politiques par souci de transparence et comparer le traitement de l'information retenu avec les éléments de langage mis à disposition des médias
- Revoir les règles de temps d'antenne pour les "petits partis" politiques en dehors des périodes électorales afin de refléter la diversité des opinions (sur des critères objectifs et incontestables comme les scores électoraux)
- Indexer en période électorale le calcul des temps d'antenne des petits partis politiques sur les taux d'audience des médias qui diffèrent d'un média à l'autre
- Respecter une pluralité de tendances politiques parmi les journalistes et responsables de programmes au sein de l'audiovisuel public (France Inter, France Info, France Culture, France 2, Arte, etc.)
- Mieux afficher les orientations politiques des médias privés, car celles-ci sont légitimes dès lors qu'elles sont assumées, et assurer une transparence de leurs financements
- Renforcer clairement la différence de statut entre journalistes, experts, chroniqueurs, polémistes et humoristes au sein des médias

#Séparation vie politique

- Interdire aux journalistes en fonction dans un média public de cumuler une fonction d' élu
- Renforcer les exigences de neutralité politique des journalistes "stars" les plus influents qui ont un impact fort sur leur audience

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

- Respecter le calendrier de la vie démocratique (élections majeures, notamment présidentielles) et encadrer les pratiques de feuilletonnage des “scoops” dont la publication peut venir perturber une échéance démocratique
- Mettre en place au sein des médias des pratiques strictes d'éthique interdisant par exemple le chantage à l'information de la part du pouvoir en place (tel papier favorable contre accès privilégié à l'info)
- Renforcer la mise en place de charte de déontologie pour les journalistes à l'image de celle élaborée pour les fonctionnaires : devoir d'impartialité, refus des passe-droits, encadrement des invitations abusives (réceptions, restaurants, etc.) et des libéralités, etc.

#Présentation de l'information

- Proposer au sein de chaque “grand média” une agrégation de contenus permettant de montrer toutes les facettes d'un sujet (le même sujet vu au travers d'une multiplicité de prismes de lecture), et non seulement une collection d'articles ou de reportages recensés sans curation via un moteur de recherche
- Respecter la complexité d'un problème en présentant le plus fréquemment possible une information contextualisée et mise en perspective dans l'ensemble de ses dimensions
- Annoncer les conditions de préparation des interviews de ministres et Président avec leur cabinet (partage d'éléments de langage, modalités de définition des questions, etc.)
- Assurer un meilleur suivi dans le temps des révélations, de leur instruction, des lignes de défense et de l'impact à moyen ou long terme
- Assurer un meilleur suivi dans le temps de l'application d'un texte de loi
- Promouvoir une grande diversité et pluralité de médias privés afin d'offrir au public, en connaissance de cause, l'éventail le plus large possible d'opinions politiques
- Respecter au sein des médias publics un principe de contradiction et de controverses dans le traitement de l'information afin de proposer une vision pluraliste de l'actualité.
- Proposer une comparaison entre le communiqué de presse adressée par une partie prenante et l'information effectivement présentée par le média
- Favoriser dans les chaînes d'information (en continu notamment) un traitement de l'information le plus objectif possible en priorisant les faits et en réduisant les dimensions analyse, expertise et éditoriale
- Donner plus de temps de parole à des spécialistes et experts non politisés (politologues, historiens, chercheurs spécialisés, etc.)
- Promouvoir les pratiques et augmenter les moyens du journalisme d'investigation
- Faire évoluer le style journalistique des grands médias vers un ton plus incisif, plus inquisiteur, moins “langue de bois” auprès des sphères politiques et économiques
- Allonger la durée des sujets du JT afin d'avoir plus de temps à consacrer à la pluralité des points de vue
- Systématiser le recours dans les médias publics (et privés) aux analyses contradictoires présentant a minima 2 lectures possibles d'une même actualité plutôt que de maintenir une ligne éditoriale présentant une grille de lecture politique dominante (ex : traitement médiatique des grèves avec grévistes et non-grévistes)
- Proposer systématiquement 2 sondages sur le même sujet afin de s'assurer de la représentativité et de la neutralité des résultats
- Renforcer la transparence sur la conception et l'exécution des sondages dont les résultats sont diffusés dans les médias

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

#Représentativité

- Diversifier le recrutement des journalistes pour construire une rédaction à l'image de la population française
- Prôner une décentralisation de certains sièges de médias publics hors de Paris sur le modèle de l'ENA
- Recréer le lien entre médias et associations locales afin de couvrir des sujets qui reflètent davantage les préoccupations des communautés locales
- Donner plus de temps de parole aux citoyens dans les médias publics et privés
- Renforcer une vision plus européenne avec des journalistes plus internationaux (modèle Euronews)

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Quelle info à quel prix ?

#Mutualisation

- Créer un abonnement groupé ou “licence globale” pour permettre d’être abonné à plusieurs médias (diversité des sources d’info) à un tarif raisonnable
- Financer le journalisme d’investigation par crowdfunding (financement participatif)
- Faire participer les GAFA au financement de l’information via les droits voisins ou la taxe GAFA

#Financement indépendant

- Créer une caisse indépendante de financement des médias qui respectent une charte de l’information (clauses à fixer, modalités de contrôle à étayer)
- Créer un label de confiance numérique sécurisé par Blockchain, permettant de vérifier en un clic et en temps réel l’authenticité et la source des contenus en ligne diffusés aux médias

#Redevance audiovisuelle

- Revoir la redevance audiovisuelle (prendre en compte l’ensemble des écrans d’un foyer, inclure la presse dans les bénéficiaires, permettre de choisir le média bénéficiaire...)
- Revoir les aides à la presse et les conditionner à des emplois stables, un respect de la diversité (y compris géographique), mais aussi à la production de contenus inédits (dossiers, innovations...), critères validés par des jurys indépendants.

#Ecologie&frugalité

- Limiter les tirages papiers des journaux en imprimant à la demande
- Vendre à bas prix le journal de la veille (actu datée mais dossiers toujours utile), pour permettre aux foyers modestes et aux étudiants d’en bénéficier

#Visibilité

- Rendre plus visible le temps de travail réalisé sur chaque article. Exemple : pour publier ce papier, nous avons passé X heures, qui ont coûté Y euros en salaires et Z sources à recouper

#Satisfaction lecteurs

- Pouvoir payer au réel de l’info consommée (par exemple, un article vu en moins de 5 secondes n’est pas facturé)
- Imaginer une série d’indicateurs de satisfaction du traitement d’une information permettant de mesurer l’intérêt du public (analyse multi-critères : clarté, mise en contexte, style, infographie, etc.)

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Jeunes

#Education

- Eduquer aux fake news (intervention de journalistes dans les établissements scolaires, accès à des sites dédiés)

#Accès

- Les médias doivent être présents là où sont les jeunes : Snapchat, instagram...
- Proposer aux jeunes des abonnements à tarifs minimaux (dégressivité des tarifs d'abonnements)

#Formats #Style

- Privilégier les formats courts, visuels, avec accès possible à des contenus complémentaires plus étoffés dans une logique "poupée russe"
- Faire appel aux influenceurs en qui les jeunes ont confiance pour adapter l'information à ce public. Ex : les youtubers tels que Docseven, Cyprien, Norman, Hugo Décrypte, etc.
- Embaucher des jeunes journalistes qui ne seraient pas form(at)és "à l'ancienne école"
- Proposer des contenus produits par des jeunes, qui parleraient des sujets qui les touchent
- Avoir recours au jeu ou au principe du serious game pour donner envie aux jeunes de s'informer sans biais
- Présenter l'information de manière exhaustive en décomposant un sujet sous la forme d'un arbre des causes et des conséquences afin de donner une vue d'ensemble
- Travailler les titres / chapeaux des articles afin de synthétiser l'information et renforcer le graphisme et l'infographie afin de donner envie de cliquer sur le contenu
- Cibler plus précisément les centres d'intérêt des jeunes sans présupposer de l'intérêt "universel" d'une information (les sujets d'attention des jeunes sont distincts de ceux qui intéressent les adultes)
- Mettre en place un système de vérification instantané lors de la publication des messages ayant trait à l'actualité sur les réseaux sociaux ou lors de la publication de commentaires (basé sur l'usage de mots clés "sensibles" comme dans les systèmes automatisés de modération sur les forums)
- Créer des rubriques "vu par les jeunes" en donnant la parole à des jeunes sur des sujets de société

#Agréments

- Ajouter de l'interactivité à l'information (like, votes, chat, commentaires...)
- Inventer une complémentarité entre supports papier et numérique et relancer des formats papier pour les jeunes en rendant le contenu papier interactif (via QR code ou, bientôt, réalité virtuelle par usage d'Oculus)
- Proposer aux jeunes d'accéder à l'info en différé (podcasts, replays, vidéos youtube...) pour qu'ils puissent "consommer" l'info à leur rythme dans les transports ou pendant les temps disponibles
- Mettre à profit l'appétence des jeunes pour les nouveaux outils technologiques pour développer de nouveaux modes d'information à leur intention : réalité virtuelle, assistants vocaux (flash info via Google Home ou Alexa) pour faciliter le déclenchement de l'accès à l'information.
- Innover dans les formats numériques de présentation animée des contenus sur le modèle du Parallax Scrolling du New York Times
- Proposer aux médias traditionnels de monter un partenariat avec l'association GVRA (Global Virtual Reality Association) regroupant tous les acteurs mondiaux de la réalité virtuelle

250 solutions citoyennes pour recréer le lien de confiance entre Médias et citoyens

Actu internationale

#Couverture

- Donner accès à plus de connaissance sur les sujets internationaux : plus de pédagogie, d'analyses, d'éléments de contexte géopolitique et historique
- Assurer un traitement particulier et privilégié de l'information à l'échelle de l'Union Européenne afin d'aider à créer une référence culturelle européenne
- Donner plus de place à l'actualité internationale "proche" notamment Europe et Afrique au détriment des Etats-Unis
- Plus d'ouverture sur le monde et sur l'Europe : permettre de découvrir la vie de pays dont on parle peu

#Points de vue

- Décrypter les enjeux pour la France des actus à l'étranger, offrir plus de moyens de comparaison entre pays
- Neutralité : ne pas refléter la stratégie diplomatique française dans le choix des sujets
- Donner à voir le point de vue des autres pays sur l'actualité française
- Faire un zapping international des JT sur le traitement d'un même sujet
- Eclairer à l'échelle européenne les stratégies de défense d'intérêts industriels, d'intérêts nationaux ou de culture politique lors des négociations sur les législations importantes